

N° 786 — 4 F

DU 26 MAI AU 1^{er} JUIN 1978

NOUVELLE ÉDITION

HEBDOMADAIRE
DU PARTI
SOCIALISTE
UNIFIÉ

PSU

tribune socialiste

**ZAIRE ·
LE VIDE**



**« DES ARMEMENTS »
A LA FRANÇAISE**

CREDIT PHOTOS : p. 6-7 : A.F.P. ; p. 10 : A.F.P. ; p. 11 : D.R. ; p. 13 : D.R. ; p. 14 : D.R. ; p. 17-19 : Manuel Joaquin ; p. 20 : D.R. ; p. 22 : D.R. ; p. 24 : D.R.

LES ELUS P.S.U. REMOIS BOYCOTTENT LE JUMELAGE AVEC AIX-LA-CHAPELLE

Les deux élus P.S.U. de la municipalité de Reims refusent d'assister aux cérémonies fêtant le 10^e anniversaire du jumelage de leur ville avec Aix-la-Chapelle (République fédérale allemande). Ils entendent ainsi marquer leur réprobation face aux atteintes multiples qui sont faites aux droits de l'Homme dans ce pays.

Ils dénoncent la véritable « chasse aux sorcières » qui est menée par le gouvernement allemand contre tous ceux qui défendent des idées de gauche ou simplement démocratiques, au moyen de la loi sur les « interdictions professionnelles ». Ils s'élèvent contre les conditions dans lesquelles se déroulent le procès de Klaus Croissant, ainsi que contre les poursuites engagées contre une cinquantaine d'avocats.

Ils rappellent que près de 140 000 anciens nazis occupent des postes importants dans l'administration allemande, dont le procureur chargé des poursuites contre Croissant.

Ils soulignent enfin que la manifestation pro-nazie à laquelle ont assisté bien malgré eux les représentants de la municipalité rémoise lors d'un voyage récent à Aix-la-Chapelle justifie amplement leur décision. ■



LA MAREE NOIRE... A ROUEN

La marée noire, on n'en parle plus beaucoup sur les médias. C'était pour Pâques. Et cet été, on promet que les plages seront propres.

A Rouen, au moment du fameux rush des départs en week-end, on a essayé de réagir un peu. Le mercredi 3 mai, veille du pont de l'Ascension et le vendredi 12 mai, veille du « long week-end » de la Pentecôte, à l'heure où les bagnoles sortent de la ville, ou la traversent, à 1 500 véhicules à l'heure et à la file, en fin d'après-midi, des militants du P.S.U., du M.D.P.L., du G.E.R.R. (Groupe écologique de la région rouennaise) et du Front autogestionnaire pour le socialisme et le pouvoir aux travailleurs distribuèrent massivement des tracts aux automobilistes aux principales issues de la ville : vers Le Havre et Dieppe, vers Caen et l'autoroute de Normandie, vers Paris, vers Neufchatel et le Nord.

Des groupes importants de militants, qu'annonçaient une banderole (« Shell = marée noire : boycott ! »), déguisés en hommes ou femmes sandwiches avec des affiches, remontent les longues files de camions et de voitures immobilisées aux feux rouges. Les tracts signés du P.S.U., du M.D.P.L., du G.E.R.R., du Front autogestionnaire, des Associations écologiques cauchoise et brayonne et de la section rouennaise de l'U.D.B. relient la pollution pétrolière à la pollution nucléaire, l'« accident » de l'« Amoco Cadiz » à ceux qui pourraient se produire demain au terminal pétrolier d'Antifer, près du Havre, ou à la centrale nucléaire de Paluel, sur la côte cauchoise. Ils montraient la responsabilité des multinationales dans la pollution, comme dans la surexploitation des marins sous les pavillons de complaisance. Surtout, appuyant la campagne lancée par l'U.F.C., ils appelaient au boycott des produits Shell.

Et comme, à cette heure-là, on a tout le temps de lire aux feux rouges et avant de choisir une station d'essence où s'arrêter, ces tracts n'étaient pas perdus. Bien accueillis, d'ailleurs, par l'immense majorité des gens, dont un assez grand nombre avaient déjà entendu parler de la campagne qui, pour être efficace et crédible, doit avoir un caractère de masse. ■

RENCONTRE SUR LE DESARMEMENT

Les 20 et 21 mai le Mouvement de la paix a organisé une rencontre nationale sur le désarmement en vue de la session spéciale des Nations Unies. Le P.S.U., invité, y est intervenu pour y défendre ses positions.

Cette rencontre qui n'a pas eu le caractère de débat large qui était initialement prévu, a cependant permis un utile échange de vues sur les problèmes qui touchent à la lutte pour le désarmement. Deux exposés ont permis en particulier un approfondissement d'aspects importants qui jusque là n'étaient qu'évoqués dans ce genre de réunions. Le premier, dû à l'amiral Sanguinetti, a été consacré à une revue technique des différents armements, conventionnels et nucléaires. Le deuxième, dû à la Fédération C.G.T. des travailleurs de l'Etat, était un rapport sur les problèmes posés par la reconversion des industries d'armement.

Sur le plan politique le débat a été relativement limité dans la mesure où, pour obtenir un consensus, les organisations ont préféré éviter, dans le message final adressé à l'O.N.U., d'établir une liaison directe entre le discours de Giscard sur le désarmement et la politique d'intervention armée qu'il mène un peu partout. En fait, refuser d'établir cette liaison nécessaire entre lutte pour le désarmement en France et lutte contre la politique militaire menée par le gouvernement (interventions directes, vente d'armes aux pays fascistes et racistes, incertitude entretenue sur la bombe à neutrons) aboutit à définir une position abstraite sur le désarmement.

La difficulté, rapportée par les militants départementaux présents, de mobiliser l'opinion en France sur cette question provient, au moins en partie de cette distinction. ■

L'INTERVENTION FRANÇAISE AU ZAIRE : LE BUREAU NATIONAL DU P.S.U. SE PRONONCE

Sous prétexte d'évacuer les ressortissants étrangers du Shaba, le gouvernement français prend la responsabilité de les rendre partie prenante dans un conflit qui oppose fondamentalement le peuple zaïrois à son régime de plus en plus impopulaire.

Ainsi, l'intervention des parars français et autres a pour résultat de faire peser une plus lourde menace sur la vie de ceux que l'on prétend sauver.

En réalité, pendant qu'il parle beaucoup de désarmement, le gouvernement français franchit un nouvel échelon dans sa politique de guerre contre les peuples d'Afrique pour maintenir des régimes dont il a besoin pour continuer à piller leurs matières premières.

L'intervention directe multiple des forces armées françaises en Afrique met notre pays en avant-garde contre les luttes de libération nationale. Les forces progressistes françaises doivent dénoncer cette politique et manifester fermement leur volonté d'arrêter cette escalade. C'est pour cela que le P.S.U. a proposé une réunion de l'ensemble des forces de gauche le lundi 22 mai pour mettre au point la riposte unitaire qui s'impose.

Vendredi 19 mai 1978 ■

ARGENTINE

La manifestation prévue le 23 mai pour protester contre le départ de l'équipe de France et affirmer la solidarité avec le peuple argentin a été interdite par la police. Alors que la répression s'accroît en Argentine, la « fête sportive » va commencer le 1^{er} juin. Le COBA appelle à se mobiliser pour une manifestation le 31 mai. ■

FETE DU P.S.U. ET BOITES EN LUTTE

Avis aux sections P.S.U., aux sections syndicales : si des militants de boîtes en lutte désirent tenir un stand à la fête de La Courneuve les 10 et 11 juin, n'hésitez pas à les inviter. Mais informez-nous rapidement en téléphonant au secteur Entreprenement : 566-45-37, poste 26. ■

● **Du 27 mai au 4 juin (Achères)**: la commission culturelle municipale organise une semaine de la culture catalane. Des conférences, de la musique, des films, des expositions de photos, sculptures, peintures. Des foules de choses intéressantes. Pour les détails du programme tél. à la Mairie: 911-16-51.

● **Samedi 27 mai (Yerres)**: l'Union locale CFDT du Val d'Yerres organise une soirée avec film et débat sur Lip, avec la participation de travailleurs de Lip. A 20 h 30 au studio 209 du Centre éducatif et culturel, 2, rue de Concy, 91330 Yerres.

● **Dimanche 28 mai (Cachan)**: le Front autogestionnaire de Cachan organise une journée « confection de masques et grosses têtes » sur la coupe du monde en Argentine. On apporte sa bouffe, son matériel et ses idées. Ça se passe à partir de 10 h au centre socio-culturel Alfa, 1 allée P. de Montreuil.

● **Lundi 29 et mardi 30 mai (Paris 14^e)**: de la guitare brésilienne et du jazz avec J.-F. Jenny Clark, Ceddaha et Mino Cinelu. A Campagne première, 19 rue Campagne première (M^o Raspail). Prix: 20 F et 15 F pour les étudiants. Cela aura lieu aussi les 3, 4 et 5 juin. Et à chaque fois à 18 h.

● **Mardi 30 mai (Villefranche-sur-Saône)**: procès de Patrick

calendrier politique

Rollin, objecteur insoumis à l'Office national des forêts. A 14 h au palais de justice. Plus il y aura de monde mieux ça sera.

● **Jeudi 1^{er} juin (Paris 7^e)**:

le comité du 7^e pour le boycott de l'organisation par l'Argentine de la coupe du monde de foot (COBA), organise une réunion d'information avec projection vi-

déo sur l'Argentine, exposition de dessins, et vente de brochures. De 12 à 14 h au 68, rue de Babylone (M^o Saint-François-Xavier).

DES DATES A RETENIR !

- Deux stages de formation de base :
 - aux Guions (Hautes-Alpes), du samedi 22 juillet au soir au dimanche 30 juillet au matin ;
 - dans le Gers, du 19 août au soir au 27 août au matin.
- Deux stages d'animateurs de section sur le thème « Parti et mouvement autogestionnaire » :
 - aux Guions, du samedi 19 août au soir au dimanche 27 août au matin ;
 - dans le Gers, du 15 août au soir au 20 août au soir.
- D'autre part, la « Fédération des élus autogestionnaires » organisera un stage pour les élus, aux Guions, du 19 au 27 août.

● STAGE « FEMMES »

Du vendredi 25 août au matin au mardi 29 août au soir (dans le Gers).

Le programme détaillé sera fourni en temps utile, ce ne sont pas les sujets qui manquent !

Pour les inscriptions : fédération de Toulouse, 3, rue d'Aubuisson, 31000 Toulouse, ou le secteur Femmes, 9, rue Borromée, 75015 Paris.

INSCRIVEZ-VOUS ! En envoyant ce bulletin :

- P.S.U., 9, rue Borromée, 75015 Paris, pour les stages des Guions ;
- P.S.U., 3, rue d'Aubuisson, 31000 Toulouse, pour les stages du Gers.

Bulletin d'inscription aux stages d'été

Nom
 Prénom
 Adresse
 Profession
 Année de naissance
 Fédération
 Date d'adhésion au P.S.U.
 Responsabilité
 Syndicat
 Accord de la fédération
 Hébergement : vient seul :
 OUI - NON
 sinon, combien de personnes en plus :
 adultes enfants
 Stage choisi (cocher les cases) :
 — stage de base :
 Guions (juillet)
 Gers (août)
 — stage d'animateurs (août) :
 Gers
 Guions
 — stage « femmes » (août) :
 Gers
 — stage des élus (août) :
 Guions

NUMÉUR

Confidentiel-Défense



Toujours à l'avant-garde de la lutte sur le front de l'information dès qu'il s'agit de l'indépendance de la France, **Tribune Socialiste** est en mesure de révéler à ses lecteurs et par là même à tous ses confrères qu'une grave menace plane sur notre pays.

Nous avons appris de source sûre qu'il y a quelques jours un mystérieux Etat-Major de crise avait été constitué à Alger sous la haute autorité du Président Boumédiène.

L'affaire paraissait d'autant plus étonnante qu'il semble à peu près établi que Marocains et Tunisiens ont fait taire leurs inimitiés et laissé de côté leurs divisions pour constituer le noyau de cet Etat-Major qui regroupe surtout des militaires.

Peu avant de mettre sous presse, et au moment même où nos informateurs signalaient la présence de plusieurs observateurs portugais et turcs au sein de cet Etat-Major, nous avons acquis la certitude que se préparait une intervention militaire. Des voyageurs embarquant à l'aéroport d'Alger ont noté un va-et-vient inhabituel de gros porteurs russes, probablement des Antonov, débarquant du matériel à l'écart des regards indiscrets.

Nos soupçons ont rapidement été confirmés par le téléphone arabe qui fonctionne parfaitement dans la région : les Maghrébins, agissant avec l'appui logistique de l'Union soviétique, sont sur le point de lancer une soi-disant opération humanitaire sur le sol français. Dans la banlieue d'Alger une force de 3 000 parachutistes se tient prête à partir pour la France. Devant les réactions de plus en plus véhémentes de l'opinion publique algérienne et marocaine devant des exactions qui seraient commises chez nous contre les nord-africains, le gouvernement et ses nouveaux alliés ont décidé d'agir, expliquent-ils, après le meurtre, il y a quelques jours, du 72^e Arabe depuis quatre ans. Qu'ils disent.

En privé, les responsables algériens racontent que l'action redoublée d'une minorité fasciste aurait également causé de nombreux blessés, mais que le black-out maintenu sur la situation rendait difficile toute évaluation du nombre des victimes depuis l'Indépendance de la France en 1962.

Les Algériens et leurs alliés ont donc décidé de se porter au secours de leurs ressortissants. Malgré la discrétion qui entoure l'affaire, nous sommes en mesure d'expliquer, de confirmer que le largage de la force aéroportée se fera sur la ville de Marseille.

Il paraît entendu avec le gouvernement français — qui n'en dit mot —, que l'opération se fera dans l'esprit des Accords d'Evian. Mais peu avant la décision de principe fixant le début imminent des opérations de sauvetage et de rapatriement un désaccord a surgi entre l'Algérie et ses partenaires. Les premiers auraient souhaité que la force d'intervention pousse jusqu'à Nice, expliquant que les autorités de cette ville apportent un soutien manifeste aux éléments incontrôlés qui, après boire, s'en prennent aux Algériens et les massacrent sous des prétextes futiles.

Quels que soient les détails de l'opération pour lesquels des appareils civils ont déjà été réquisitionnés, il est d'ores et déjà certain que l'on se trouve devant une tentative de reconquête de la France par les Algériens, d'une remise au goût du jour du vieux slogan « l'Algérie, c'est la France ».

Il est au moins permis de se demander quels sont les motifs réels d'une action qui devrait donc se dérouler dans un périmètre comprenant les très importantes installations pétrolières de Fos et de Berre. Mais les Arabes, hélas, nous ont habitués à dissimuler leurs tentatives d'expansion et d'impérialisme sous des prétextes humanitaires. Où irions-nous s'il fallait déplacer un corps expéditionnaire à chaque fois que quelques personnes perdent la vie en se mêlant à des règlements de comptes.

Ces gens n'ont aucun sens de la mesure. D'autant plus que personne ne sait après tout si ces Arabes n'ont pas été tués par d'autres Arabes.

C.-M. VADROT ■

P.S. : D'autre part, nous avons appris de source encore plus sûre qu'il n'était pas question que la France opère une tentative de débarquement en Argentine pour libérer les 22 Français pris en otages par des éléments incontrôlés.

NOUS RECHERCHONS ODETTE

Nous recherchons tous les renseignements qui pourraient nous aider à retrouver Odette Roussel, 18 ans, habitant Ménéac, en Ille-et-Vilaine.

Après avoir mené à terme une grossesse qu'elle a tenue secrète, elle a accouché seule et son enfant est mort. Dénoncée par un médecin appelé à la suite d'une hémorragie, elle a été emmenée par les gendarmes à l'hôpital de Ploërmel. De là, elle a été transférée à Vannes (prison ? hôpital ?) et serait maintenant à Metz.

Est-elle inculpée ? De quoi ? Où est-elle ?

Si vous avez des renseignements, écrivez chez Sandrine Farhi, 96 rue Gay-Lussac, 92320 Chatillon ; ou téléphonez chez Yves et Catherine Mérillon, au 702-29-60.

POUR NE PAS HURLER AVEC LES LOUPS...

On écrit beaucoup sur le Cambodge, ce petit pays, et les trop rares occasions de voir le visage du Kampuchea ne sont guère encourageantes pour nous autres socialistes autogestionnaires. Toutefois, je voudrais répondre à tous ceux qui ont été touchés, émus ou scandalisés par les images des villes khmères désertées. Il est vrai, et les autorités le reconnaissent, que l'ensemble des villes — et non seulement Pnom Penh —, ont été vidées de leurs populations ; mais il s'agit aussi de ne pas oublier de rappeler ce qu'étaient devenues ces villes...

Tout d'abord l'accroissement des populations urbaines était très récent. Les gouvernements successifs, et surtout le gouvernement Lon Nol, sous pression des Américains, ont voulu faire combler à marche forcée aux peuples du Cambodge le retard industriel accumulé lors de la colonisation ; ils ont favorisé le départ massif de popula-

lations rurales vers les villes, main-d'œuvre pour un projet industriel balbutiant. Ce, en vertu du principe que l'on mesure le degré de développement au pourcentage de population urbanisée... Ce ne sont ni les géographes ni les statisticiens qui me contrediront.

Plus récemment, les populations ont fui les campagnes ravagées par les guerres, pensant trouver un havre de paix relatif face aux exactions des Sud-vietnamiens et des Américains... comptant aussi survivre grâce au surplus d'une armée en déroute. Tout comme à Saïgon, cette situation s'est considérablement amplifiée dans les derniers mois avant la chute du régime Lon Nol.

Ce problème d'une dévitalisation des campagnes s'est posé avec âpreté au nouveau pouvoir (n'oublions pas que la capitale compta jusqu'à 2 millions de résidents sur 6 millions de Khmers).

D'autre part le régime « socialiste » autoritaire a tenté à sa manière de promouvoir une nouvelle organisation spatiale, une nouvelle répartition de la population, supports de l'édification du socialisme. Les méthodes autoritaires et violentes employées sont bien loin de celles que je souhaite voir préconiser par un pouvoir socialiste mais ce n'est pas une raison pour hurler avec les loups. Le régime khmer, comme tous les autres, pose plus de questions qu'il n'en résout ; toutefois ils s'attachent — ou se sont attachés — à des problèmes réels tels ceux d'un aménagement du territoire qui ne soit pas en contradiction avec le socialisme, ni le support favorable à la réapparition des rapports sociaux capitalistes.

Jean-Marc LAURENT,
employé communal,
membre du P.S.U. ■

LE FOND ET LA FORME

Profitant d'un peu de liberté je tiens à faire part à T.S. de mes encouragements mais aussi de mes critiques. Tout d'abord je tiens à féliciter T.S. pour sa nouvelle présentation. Depuis que je le lis régulièrement (cela depuis un peu plus de deux

ans) le journal a constamment amélioré son aspect extérieur, ce qui a, je pense, une importance certaine pour une meilleure diffusion du journal. Question de fond maintenant : T.S. a tout à fait raison dans ses articles de montrer qu'aussi bien le P.C. que le P.S. portent une part de responsabilité dans la dramatique situation actuelle. Cependant je trouve que bien souvent il ne met pas assez en avant ses propres thèses et solutions face aux impasses des partis de gauche. Nous en arrivons là aux critiques. En effet T.S. est trop souvent embarrassé d'interviews ou de tribunes de personnes extérieures au P.S.U. Il ne s'agit pas là de purisme mais il m'apparaît nécessaire de préciser notre option autogestionnaire quand aujourd'hui, tout le monde se déclare autogestionnaire. Dans un récent numéro j'ai malgré tout relevé des ambiguïtés sur l'analyse de la crise au sein du P.C. et des intellectuels représentatifs (plus ou moins) des courants qui agitent ce parti. Ainsi Einstein voudrait faire du Parti communiste un parti néo-réformiste et Althusser préserver l'acquis révolutionnaire ! Le P.C. n'est-il pas réformiste ? Et quant à sa vocation révolutionnaire il l'a perdue depuis bien longtemps. Il faudrait être plus clair dans nos analyses d'autant que peu de travailleurs sont au courant de nos positions réelles. Il faudrait être plus clair sans tomber dans l'intellectualisme, ce dernier étant également un obstacle à une diffusion de T.S.

Quelques suggestions maintenant. Sans tomber dans l'excès cité plus haut je pense que l'hebdo du P.S.U. devrait réserver quelques pages seulement à des débats, tribunes, mais de manière régulière. Ces pages, transformées en rubriques régulières, pourraient recevoir les analyses de militants socialistes ou communistes refusant le conservatisme des appareils en dialoguant avec le courant autogestionnaire ; de celles des autogestionnaires au sens large (écologistes refusant l'apolitisme, féministes, etc.) enfin de militants des autres organisations révolutionnaires avec lesquelles, outre des actions communes sur le terrain, indispensables, un débat sur la responsabilité des révolutionnaires à l'heure actuelle est nécessaire.

J. RIGOLAT ■

bulletin d'abonnement

Bulletin à retourner à Tribune socialiste, service abonnements, 9, rue Borromée, 75015 - Paris.

M. Mme Mlle
 NOM Prénom
 Adresse
 Profession
 Code postal Ville

S'abonne pour 1 an 6 mois (1)
 Ci-joint un versement par chèque bancaire postal (1)
 à l'ordre de Tribune socialiste, CCP 5826-65 Paris.
 Tarifs : 1 an : 150 F ; 6 mois : 80 F ; soutien : 200 F

(1) Cocher la case correspondante.

Directeur politique : Jean-Marie Demaldent
 Rédacteur en chef : José Sanchez
 Rédacteurs en chef adjoints : Claude Desliat, René Lanarche
 Où va la France ? : L. Goldberg, Y. Sparfel, Y. Craipeau, M. Etienne, V. Fay, G. Hercet, D. Lambert, V. Leduc, S. Lyllan, M. Mousel, J.-F. Thoraval, F. Turquan
 ● Et pourtant elle tourne : J. Jullien, Ph. Marielie, B. Ravenel
 ● Les Armes de la critique : G. Akoun, B. Blanc, F. Claire, E. Ertel, F. Gastellier, R. Lanarche, J.-F. Mathé, D. Nores, C.-M. Vadrot
 Dessinateurs : Bâtellier, Cagnat, Desmoulins, Fénu, Mathé
 Maquette et collaboration technique : Max Pagis
 Secrétariat - Documentation : Marie-Françoise Chailleux
 Directeur de la publication : Geneviève Petiot
 Édité par la SARL « Société nouvelle de presse politique »
 9, rue Borromée, 75015 Paris
 Rédaction : 566-45-64 et 566-45-37 poste 37.
 Administration et publicité : 566-45-37
 Numéro de la commission paritaire : 37 392
 Distribué par les N.M.P.P.
 Composition, photogravure, impression :
 S.N.I.L., 3, rue de Nantes, 75019 Paris. Tél. 208-64-05
 Changement d'adresse
 Joindre la bande d'un des derniers envois et 3 F en timbres postes

● **Editorial**

Les paroles et les actes
par **B. Ravenel** p. 5

● **L'événement**

Zaïre : le vide
par **M. Tichnikov** p. 6

Afrique : la tentation de la sécurité
par **J. Sanchez** p. 7

● **Où va la France ?**

« Désarmement » à la française
par **Ph. Mariélie** p. 8-9

Barre : « la réforme capitale »
par **M. Anvers** p. 10-11



Communistes : vive controverse
par **V. Fay** p. 12

● **Social**

Sainte-Anne : les « psy »
ne sont pas des garde-fous
par **Y. Sparfel** p. 13

Renault-Flins : chronique d'une grève
par **D. Juge** p. 14-15

● **Forum de l'autogestion**

Autogestion et organisation :
II. Le Front et l'organisation
par **J.-C. Gillet** p. 16

● **Enquête**

Vivre au Petit Nanterre
par **R. Lanarche** et **G. Requilé** p. 17-19



● **Les armes de la critique**

Livres : La République se meurt,
la République est morte ! ... p. 20-21

Cinéma - Cannes : Rencontres d'un
type indéfini. De notre envoyée
spéciale **F. Gastellier** p. 22

Télé : la coupe est pleine
par **Ph. Mariélie** p. 23

La fête du P.S.U. p. 24

Les paroles et les actes

Par Bernard RAVENEL



On ne peut que le constater : Giscard a gagné une bataille, celle de l'évacuation des ressortissants européens. Accablée et terrifiée par les charniers complaisamment montrés par les mass medias, l'opinion publique dans son ensemble a approuvé l'intervention des paras pour sauver les Européens. Une fantastique campagne de presse, complètement téléguidée de l'Elysée, a entretenu un climat raciste et belliciste d'une ampleur jamais vue depuis la guerre d'Algérie. La presse Hersant en particulier a fait le travail qui lui est demandé : susciter un mouvement d'opinion nationaliste à tendance fascisante pour appuyer tous les aspects y compris les plus douteux de la politique de l'impérialisme français.

Cette brutale résurgence d'une mentalité néo-colonialiste en France a de quoi faire réfléchir et interpeller la gauche française dans son ensemble. Un considérable travail de contre information, de désintoxication, est nécessaire : il conditionne le succès de la contre-attaque des forces progressistes et anti-impérialistes en France.

Ce travail peut commencer maintenant. Déjà, certains témoignages de réfugiés, montrent que c'est l'intervention française annoncée entre autres par les avions de reconnaissance au-dessus de Kolwezi qui a amené la précipitation des pillages et des règlements de compte. En intervenant déjà en 77, se posant ainsi comme le principal soutien extérieur d'un régime honni par la population, le gouvernement français impliquait la population française locale dans une complicité de fait avec sa politique. Ce n'est pas un hasard si les seules personnes arrêtées par les « rebelles » à leur arrivée furent les six militaires coopérants français.

Et comment ne pas rappeler aussi que les cadres supérieurs européens gagnent 30 fois plus que le mineur kolwézien ? Comment oublier que 400 mineurs devaient être réduits au chômage, c'est-à-dire au désespoir, en juillet ? Et l'on feint de se scandaliser de la violence des réactions incontrôlées ? Certes le FNLC n'a pas été en mesure de contrôler et de canaliser cette violence incluse dans les rapports sociaux à Kolwezi et il devra s'en souvenir pour l'avenir.

Toujours est-il que des rescapés affirment que les auteurs du charnier découvert par les paras sont les soldats de Mobutu eux-mêmes...

La bataille de la contre-information est commencée. Elle doit être poursuivie avec persévérance. Elle ne sera que le premier élément d'une lutte de longue durée qui impliquera sans cesse davantage les militants anti-impérialistes français pendant des années et à laquelle le P.S.U., fidèle à ses traditions dans ce domaine, ne faillira pas.

Tout en bavardant à l'O.N.U. d'une guerre potentielle qu'il faut éviter, Giscard mène une guerre, réelle celle-ci, contre les peuples africains — sans cesser de contribuer au surarmement y compris nucléaire de leur principal ennemi, l'Afrique du Sud. Les paroles de paix ne cacheront pas longtemps les actes de guerre. ■

Zaïre: le vide

Les récents événements du Shaba ont montré une fois de plus l'impopularité grandissante de Mobutu. Mais l'échec de l'opposition zaïroise pose quelques questions.

QUELLE amertume au moment de faire le premier bilan de l'affaire du Shaba ! On espérait la chute de Mobutu et la révélation d'une force d'opposition capable de rendre au Zaïre la paix civile, un peu de progrès, un minimum de justice sociale. Au lieu de quoi le « guide suprême » vient parader à Paris en uniforme militaire, sauvé par un bataillon de légionnaires qui « cassent du nègre » et empilent les cadavres, pendant que les mass-média vomissent un torrent de racisme hystérique entrelardé de mâles cocoricos. On se sent honteusement piégé, coincé entre les regards fous des réfugiés débarquant de Kolwezi et les roulements d'épaules de nos bérêts rouges qui vont rétablir au Shaba « la loi et l'ordre » d'un des régimes les plus haïssables d'Afrique.

Dès le départ, toutes les cartes étaient biseautées. Le pouvoir giscardien avait tendu devant toute l'affaire un rideau de silences et de mensonges qui aveuglait tout le monde, jusques et y compris, au sein de la gauche et de l'extrême gauche incapables de s'échapper de la grossière dichotomie ami-ennemi. Que n'a-t-on alors rappelé quelques vérités élémentaires qui auraient évité que ne triomphe dans l'opinion publique la glorieuse image de St-Michel se précipitant dans la savane africaine terrasser le Dragon !

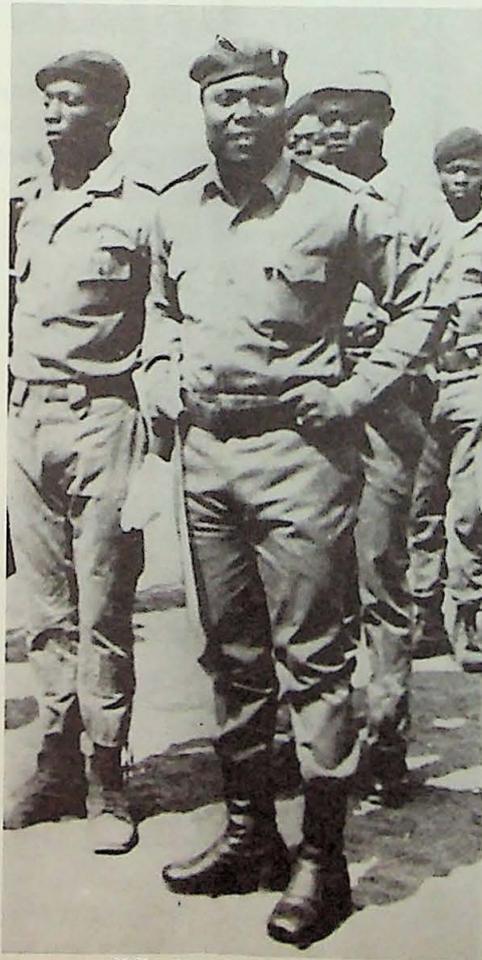
Toute la problématique des dirigeants français s'appuyait sur des affirmations rigoureusement contraires à la vérité. Et la riposte de la gauche s'appuyait — implicitement — sur des prémisses plus que contestables.

Rêves et réalités...

Il ne fallait pas prendre ses rêves pour des réalités : le F.N.L.C. (Front national de libération du Congo) n'est pas le mouvement d'opposition révolutionnaire pur et dur. Il traîne dans ses bagages quelques souvenirs qui marquent toujours sa philosophie et ses méthodes d'action. La vieille garde a été créée de toute pièce par Moïse Tschombé, le paravent des intérêts mi-



Soldats zaïrois.



M'Bumba, chef du F.N.L.C. : une longue histoire...

niers belges au Zaïre, pour défendre, encadrés par quelques dizaines « d'affreux », la sécession du Katanga contre le pouvoir central de Patrice Lumumba. Défait en 1964, redéfait quelques années plus tard dans d'autres opérations tout aussi douteuses, les rares survivants cherchent refuge en Angola. Les autorités coloniales portugaises ne leur donnent que le choix d'être refoulé au Zaïre, donc être exécuté, ou de devenir une troupe d'élite contre les mouvements de libération angolais. Ils s'y emploieront avec un certain succès puisque les mines de diamant de l'est angolais, point le plus sensible qu'ils devaient protéger, fonctionneront sans encombre.

F.N.L.C. : une reconversion complète ?

Au 25 avril 1974, nouvelles propositions faites, cette fois-ci à M. Nathanaël M'Bumba, ancien commissaire de police à Kolwezi, devenu l'incontestable chef des « gendarmes katangais » dans des conditions sur lesquelles plane un silence pudique : revenir au Zaïre (mais que valent les promesses d'amnistie de Mobutu ?), partir ailleurs en Afrique australe se battre pour ou contre le « pouvoir pâle » (suivant les cas de figure), ou se joindre au M.P.L.A. (Mouvement populaire de libération de l'Angola) dans la guerre qui s'annonce. Ils choisirent cette dernière solution pour des raisons en partie

financière et parce que les adversaires du M.P.L.A. étaient soutenus par Mobutu.

Supérieurement entraînés, supérieurement armés grâce à l'appui matériel soviétique, les « gendarmes katangais » firent des prodiges. Mais l'Angola devenu indépendant, ils recommençaient à poser un problème. Gonflée de nouvelles recrues, leur armée avait modifié sa composition ethnique. Rejointe par quelques jeunes intellectuels marxistes, et subissant l'influence du M.P.L.A., elle abandonnait ses objectifs sécessionnistes et sa coloration officielle plus que réactionnaire, comme en témoigne sa transformation en Front national de libération du Congo. Reconversion totale ? Les dirigeants de Luanda en doutaient qui multipliaient les efforts pour fonder le F.N.L.C. dans un front d'opposants où les « politiques » gagneraient du poids. Ils échouèrent parce que sans moyens d'imposer leur volonté au F.N.L.C. (le M.P.L.A. pratiquement en état de guerre contre l'Afrique du Sud et l'U.N.I.T.A. [Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola] ne pouvait prendre le risque d'un éventuel affrontement armé avec le F.N.L.C.) et prisonniers de l'hostilité du Zaïre : le F.N.L.C. était la carte maîtresse de Luanda pour limiter l'appui de Mobutu au F.N.L.A. (Front national de libération de l'Angola).

Et quand on sait qu'en 1977, comme en 1978, le F.N.L.C. est passé à l'offensive sans même en avertir Luanda on mesure la force de l'argument classique de la politique giscardienne : « *agression extérieure* », argument d'aussi peu de poids que la traditionnelle « *intervention étrangère* » qui passe sous silence le fait que tous les membres du F.N.L.C. sont zaïrois. Reconversion incomplète, comme le prouve l'entêtement du F.N.L.C. à tourner le dos à la stratégie classique d'un mouvement de libération pour s'en tenir à une conception très militariste de la conquête du pouvoir : s'emparer d'une place forte à partir de laquelle on est en position de négocier la reddition du clan adverse et organiser sa marche triomphale.

On chercherait en vain dans cette stratégie la dimension politique (formation et organisation) seule susceptible d'atteindre au changement de société inscrit en tête du programme du Front. Son absence a été cruellement illustrée par les massacres de Kolwezi, qu'il soit le fait des assaillants ou de leur incapacité à contrôler la ville « libérée ». Dès lors, le piège se refermait. Il amenait un nième sauvetage de Mobutu, prouvait l'échec stratégique de l'opposition zaïroise « radicale » et surtout révélait un vide terrifiant : entre le régime insupportable de Mobutu et le F.N.L.C. qui vient de démontrer ses terribles carences, il n'y a rien, strictement rien pour sortir le peuple zaïrois de son calvaire.

Michel TICHNIKOV ■



Afrique : La tentation de la sécurité

Officiellement, le sommet franco-africain réuni à Paris les 22 et 23 mai avait un ordre du jour très strict. Très officiellement, ce cinquième sommet devait aborder des questions aussi sérieuses que la situation économique internationale et ses répercussions en Afrique, la relance du dialogue Nord-Sud, la préparation des négociations précédant le renouvellement de la Convention de Lomé entre la C.E.E. (Communauté économique européenne) et les A.C.P. (Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique), etc. Bref, on s'apprêtait une fois de plus à remettre sur le même métier le même ouvrage. On imagine aisément que la seconde guerre du Shaba ait quelque peu bouleversé un programme aussi paisible.

Une aubaine en un sens pour le gouvernement français que de pouvoir devant vingt pays africains réunis évoquer l'épineuse question de la « sécurité » sur le continent noir. Bien sûr, on s'est bien gardé de traiter du sujet en séance plénière. Pudeur diplomatique oblige. Mais il y avait dans les couloirs comme une odeur de poudre. Dans son allocution d'ouverture, V.G.E. a d'ailleurs bien donné le « la ». « **Nous estimons, devait préciser le chef de l'Etat, que c'est aux Africains et aux organisations inter-africaines qu'il appartient de régler les conflits internes.** » Entendez : « **Il serait tout de même temps de songer sérieusement à la constitution d'une force d'intervention africaine — dont d'ailleurs la France pourrait fournir l'appui logistique.** » Le fameux pacte déjà évoqué lors du sommet de Dakar entre Giscard d'Estaing, le président Senghor et Houphouët-Boigny.

L'idée d'un tel pacte de solidarité a d'ailleurs fait son chemin. Les événements qui secouent l'Afrique y ont amplement contribué. Mais ce n'est pas un hasard si les contours du projet giscardien se sont précisés lors de la visite rendue à son homologue ivoirien au mois de janvier dernier. Le communiqué commun aux deux hommes d'Etat précisait que ces derniers avaient « **convenu de prendre contact avec les chefs d'Etat intéressés afin que le processus devant permettre au pacte de solidarité entre l'Afrique et l'Europe de voir le jour.** » La conférence de presse faite le 15 janvier à Yamoussoukro, résidence de Félix Houphouët-Boigny, devait d'ailleurs abonder dans le sens des procédures à mettre en avant. Sans aucun doute le président ivoirien est allé plus loin que ne l'a fait le président Léopold Senghor. Les problèmes que suppose un tel pacte d'assistance militaire (standardisation des armements par exemple, ou Etat-Major commun) suppose évidemment qu'il se limite à un certain nombre de pays. Dans l'esprit des Ivoiriens seraient partie prenante des Etats tels que la Haute-Volta, le Togo et le Niger. Ce n'est pas sans quelque réticence cependant que ce dernier pays s'associerait au projet multilatéral. Le président Kountché reste en effet persuadé que les menaces virtuelles dont il serait l'objet de la part de l'Algérie ou de la Libye suffiraient à l'orienter davantage vers un système collectif de défense des Etats riverains du Sahara. D'où le bruit persistant de contacts, voire d'un pacte militaire de défense entre la Mauritanie, le Tchad, le Mali et le Niger.

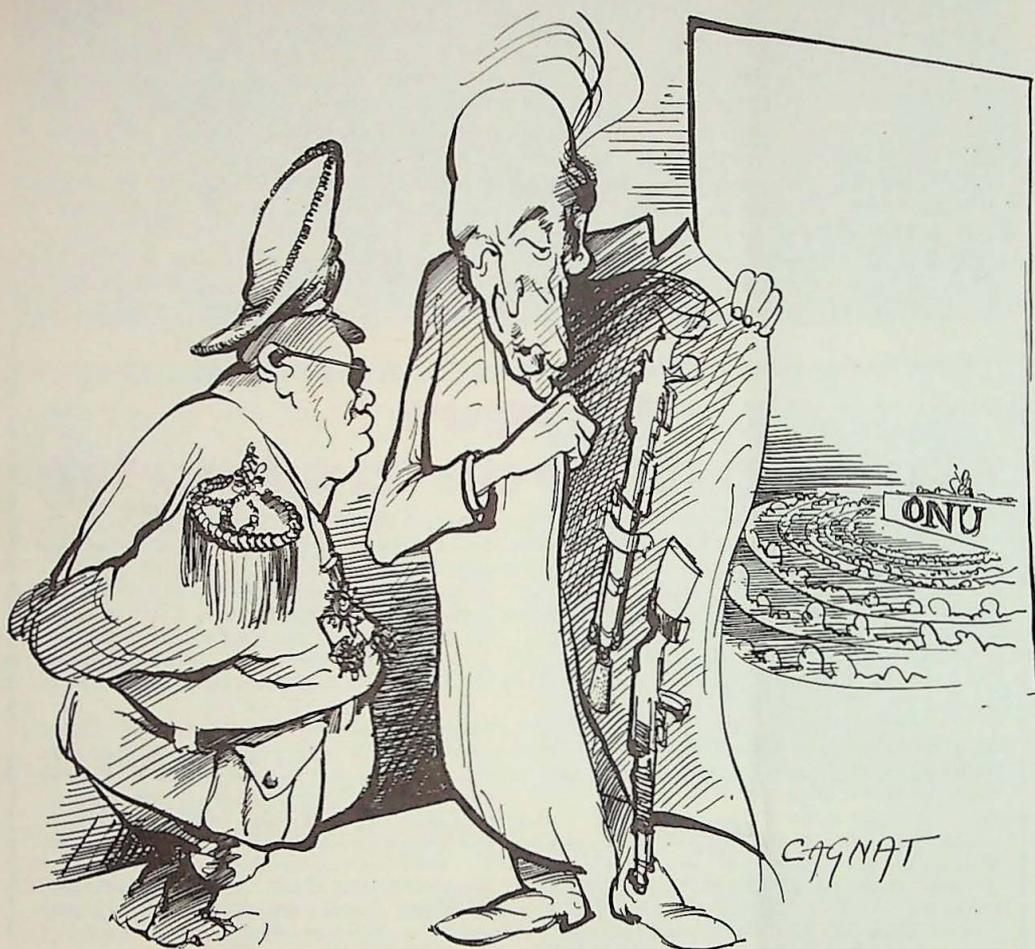
Ce dernier exemple montre à quel type de difficultés se heurte aujourd'hui le projet de Giscard. C'est que chaque pays concerné appartient à des zones de fracture extrêmement différentes.

Pour l'heure, bien des questions demeurent en suspens. En particulier celles concernant la façon dont les pays européens ou africains seront associés au projet Et d'abord quels pays ? Si les propos de V.G.E. laissent entendre que l'Europe doit être entendue au sens large du terme, qu'en Afrique seuls seront exclus les pays ne respectant pas la règle de la majorité, rien ne permet pour l'instant de dire plus. Si par exemple le projet de l'Élysée vise plus loin. Un Helsinki bis à quoi serait forcément associée l'U.R.S.S., laquelle serait invitée à observer un « code de bonne conduite » sur le continent africain. Ce n'est qu'un exemple.

Une chose demeure sûre. Si l'initiative de Giscard devait voir le jour, sous sa forme militaire, elle pourrait constituer un élément supplémentaire de clivage dans un continent qui n'en connaît que trop. Sans compter que, à bien des égards — les événements du Zaïre sont là pour le rappeler —, des régimes réputés corrompus et autoritaires pourraient trouver là l'occasion inespérée de se perpétuer.

José SANCHEZ ■

où va la france ?



Paris, capitale de la vente des armes :

"Désarmement" à la française

Comment un des principaux marchands de canon du monde peut-il se poser aujourd'hui en champion du désarmement ?

Deux cent soixante-dix mille personnes : mille trois cents usines ; des commandes à l'exportation deux fois supérieures aux besoins nationaux : l'industrie française de l'armement ne s'est jamais aussi bien portée qu'aujourd'hui.

Certes, les Etats-Unis continuent de tenir la tête de cette forme d'industrie et de commerce — avec 48 % de l'ensemble du marché mondial des armes — suivis par l'Union soviétique (28 %). Mais la France, qui a dépassé la Grande-Bretagne en 1975, vient maintenant en troisième position (16 %), et

se présente comme un vendeur dynamique, particulièrement « agressif » — comme on dit dans les milieux spécialisés.

Les armes françaises sont aujourd'hui diffusées dans le monde entier, les meilleurs clients étant les pays modérés ou franchement fascistes du tiers monde. Au Moyen-Orient, la France n'a pas craint d'ajouter sa ration d'explosifs dans une poudrière qui en regorgeait déjà. L'Iran est son partenaire privilégié (Mirages, centrales atomiques), mais l'Arabie saoudite est son meilleur client : chasseurs à réac-

tion « F1 », blindés « AMX 30 », couverture radar de tout le pays. La Compagnie française d'assistance spécialisée (C.O.F.R.A.S.), filiale de la Société française des matériels d'armement (S.O.F.M.A.) — elle-même entreprise contrôlée par l'Etat français — prête à ce pays trois cents conseillers techniques, qui entraînent les unités blindées de l'armée saoudienne, et entretiennent les matériels.

Percées tous azimuts

L'Egypte est également devenue une cliente de choix : un énorme marché de deux cents Mirage « F1 » est encore en cours de discussion ; mais 5 milliards de francs de commandes sont déjà en cours d'exécution : hélicoptères « Gazelle » équipés de missiles « Hot », radars « Thomson », etc. De plus, le Raïs égyptien cherche à associer les constructeurs français à l'Organisation arabe d'industrie d'armements — qui veut monter sur place, sous licence, une série d'armements mis au point en Occident, notamment les « Mirages » de Dassault, les missiles de Matra, les hélicoptères « Puma ». Paris se préoccupe également de signer des contrats avec la Fédération des émirats arabes unis, la Libye, le Soudan, sans oublier bien sûr Israël.

La France contrôle indirectement l'essentiel de l'armée marocaine, grâce à ses ventes et à une coopération militaire sans nuages. Il en est de même pour la Tunisie et l'ensemble des petites armées des anciennes colonies françaises d'Afrique noire. Tous leurs cadres ont été formés dans les écoles militaires françaises et se font un devoir d'adopter les matériels qui leur sont proposés (pour ne pas dire imposés). Ces ventes sont souvent assorties de facilités financières, qui en font des dons déguisés de l'Etat français. En 1978, outre les contingents « opérationnels » de l'armée française installés au Sénégal, en Côte d'Ivoire, en Mauritanie, au Tchad et au Zaïre, près de 1 400 conseillers militaires français sont détachés auprès des armées nationales pour enseigner le maniement des matériels cédés par Paris.

L'industrie française a également fait une percée dans certaines ex-colonies anglophones comme le Nigéria, qui a commandé plusieurs vedettes rapides lance-missiles. Il ravitaille surtout depuis quinze ans l'armée sud-africaine, devenue grâce à Paris la plus forte du continent : avant les mesures d'embargo partiel finalement acceptées par le gouvernement français à partir de 1975, Prétoria avait reçu ou fabriqué sous licence une centaine de « Mirage III », plusieurs dizaines de « F1 », toute une panoplie de lutte anti-guérilla

(hélicoptères de chasse, automitrailleuses, roquettes et missiles), ainsi que plusieurs sous-marins et patrouilleurs côtiers.

La France a également quelques bons clients en Asie, notamment la Corée du Sud où sévissent les « matins calmes » de la dictature, ainsi qu'à Singapour, en Malaisie, en Indonésie et en Thaïlande — où l'industrie française a fait une percée ces dernières années. Le Pakistan et le Bangla-Desh sont partiellement équipés en matériels français. En Amérique latine, les « Mirage III » équipent depuis longtemps les aviations du Pérou, du Brésil, de l'Argentine et de la Colombie. L'Équateur vient d'acquiescer des « Mirage FI » ; et le Brésil a commandé à la S.N.I.A.S., une entreprise nationale française, une usine de montage d'hélicoptères qui pourra rayonner sur tout le continent.

Dassault et les siens

La principale bénéficiaire de cette manne de crédits — souvent prélevés par des gouvernements militaristes sur des budgets qui devraient être consacrés en priorité à la lutte contre le sous-développement — est l'industrie privée française. On pense bien sûr d'abord au groupe Dassault-Bréguet, qui consacre à l'armement 85 % de son chiffre d'affaires, et a réussi à échapper jusqu'à présent à toutes les commissions d'enquête, prises de participation, nationalisations, etc. La firme du vieux député gaulliste est championne des bonnes affaires : le « Mirage III », par exemple, a été vendu à plus de 1 300 exemplaires dans le monde ; en 1976 déjà, il avait rapporté cinquante fois le coût des études et de l'industrialisation de ce modèle. Le « Mirage FI », qui a déjà trouvé plus de dix clients étrangers, devra être fabriqué à la cadence de 8 appareils par mois cette année, et de 12 à partir de l'an prochain, tant les perspectives de vente sont bonnes.

Mais Dassault-Bréguet (15 000 employés) n'est pas seul. Thomson-C.S.F. fournit des radars et matériels électroniques de poursuite ou de chasse. Turbomeca fabrique des moteurs d'avion. Panhard construit des automitrailleuses. Hotchkiss-Brandt fournit des canons. Matra s'occupe des missiles. Berliet des véhicules militaires de toutes sortes, etc. Ces firmes reçoivent les trois quarts des commandes à l'exportation, et entretiennent une foule de sous-traitants.

Plusieurs entreprises nationalisées ou d'économie mixte s'adonnent à la construction des armes : la Société nouvelle industrielle aérospatiale (S.N.I.A.S.), qui emploie plus de 40 000 personnes, est spécialisée dans les missiles nucléaires et les hélicoptères aux noms évocateurs : la série des « Alouette » ; les « Super-Frelon » ; les « Puma » ou les « Gazelle ». La Société nationale des Poudres (5 300 personnes) exporte également une partie de sa production.

L'Etat construit aussi des armes en régie directe, dans ses établissements d'Etat ou dans ses arsenaux de Cherbourg, Lorient, Brest, Toulon, etc. : il s'agit de chars « AMX » de tous types ; de navires et sous-marins, avec leur armement, etc.

Public ou privé

Mais surtout, il est le maître d'œuvre de toute cette politique agressive d'exportation. En une quinzaine d'années, il a réussi à monter un ensemble de sociétés au statut parfois douteux — à la limite du privé et du public — qui jouent le rôle de courtiers, de conseillers financiers, d'assistants techniques auprès des firmes françaises ou des clients étrangers — c'est-à-dire, en général, des armées et des gouvernements.

C'est le cas de la Société française d'exportation de matériels navals français (S.O.F.R.E.X.A.N.), de la Délégation générale à l'armement (D.G.A.), ou de la S.O.F.M.A. citée plus haut. Les cadres de ces sociétés sont en général des militaires de haut rang, comme l'amiral Daille, le général Marzloff, etc. (on observe d'ailleurs le même phénomène dans l'industrie privée, où Dassault-Bréguet, Framatome, et de nombreuses firmes ont confié leurs départements commerciaux à des généraux en retraite).

Un rapport secret de l'inspection des finances sur le rôle de l'Etat comme industriel militaire et comme exportateur direct d'armement, rédigé en 1976, a constaté que l'administration confondait de plus en plus les intérêts privés avec celui du pays, dans la conclusion à toute force de marchés d'armement qui sont à la lisière de la diplomatie et du commerce. Il s'est inquiété notamment que les agents de l'Etat se mettent en situation de négocier à coup de pots-de-vin, comme n'importe quel industriel privé, engageant ainsi l'administration dans des opérations dangereuses.

L'Etat organise d'ailleurs lui-même les foires - expositions d'armement, comme celle de Satory, près de Paris, qui a lieu tous les deux ans. Et les interventions armées que le gouvernement français a multipliées ces temps derniers en Afrique et au Liban ne sont pas sans effets d'entraînement sur une industrie que l'on présente pudiquement comme « nationale », qu'elle soit à capitaux publics ou privés. Ainsi les « Jaguar » sont-ils en « présentation » permanente dans le ciel de Mauritanie et du Tchad ; et la relance de la chaîne de montage de l'avion franco-allemand de transport militaire « Transall » a été décidée à la suite d'un afflux de commandes suscité par la première intervention française au Shaba, en avril 1977...

Philippe MARIÉLIE ■

EFFECTIF TOTAL DE L'INDUSTRIE D'ARMEMENT ET EFFECTIF TRAVAILLANT POUR L'EXPORTATION

	Effectif total armement	Effectif travaillant pour l'exportation
D.M.A. (1)	75 000 personnes	6 000 personnes
Secteur aérospatial (hors D.M.A.)	78 000 personnes	39 000 personnes
Secteur électronique	40 000 personnes	15 000 personnes
Secteur mécanique et métallurgique (hors D.T.A.T. (2) et D.T.C.N. (3)) ..	40 000 personnes	11 000 personnes
Section constructions navales (hors D.T.C.N.)	3 000 personnes	2 000 personnes
C.E.A.	12 000 personnes	
Divers (poudres, génie civil, industrie nucléaire)	23 000 personnes	2 000 personnes
Total	270 000 personnes	75 000 personnes

Source : Rapport de M. Le Theule sur le projet de loi de finances pour 1976.

- (1) Délégation ministérielle à l'Armement.
 (2) Direction technique des armements terrestres.
 (3) Direction technique des constructions navales.

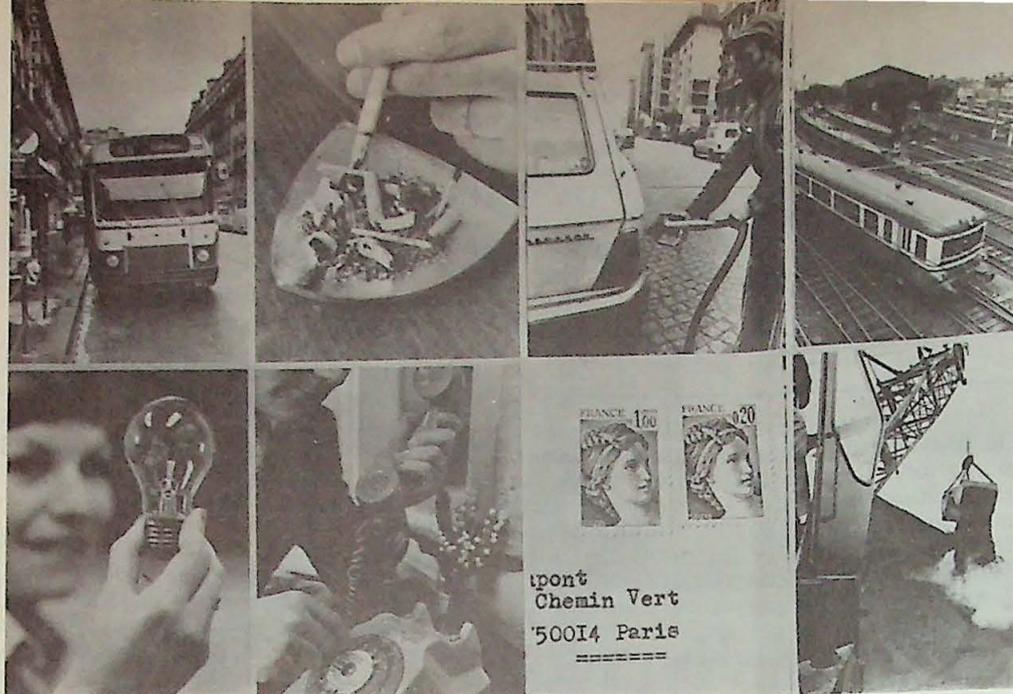
EXPORTATIONS DE MATÉRIELS DE GUERRE FRANÇAIS

Commandes enregistrées

(Millions de francs en monnaie courante)

Années	Matériels aériens	Matériels terrestres	Matériels navals	Electronique	Total
1965	1 912	600	50	250	2 812
1966	2 540	320	129	250	3 239
1967	1 686	360	187	380	2 613
1968	2 823	615	143	495	4 076
1969	1 990	400	41	140	2 571 (1)
1970	5 242	605	1 055	386	7 288
1971	5 219	1 500	79	324	7 122
1972	3 688	300	80	650	4 734 (2)
1973	5 470	2 421,2	234,3	1 310,7	9 436 (3)
1974	9 987	5 701	2 224	1 831	19 743
1975	9 210				20 000

Source : Problèmes politiques et sociaux, n° 336, 12 mai 78, 6 F (La Documentation française, 29-31, quai Voltaire, 75340 Paris Cedex 07). On pourra consulter également à la Documentation française : « Armement et désarmement à l'âge nucléaire », Notes et études documentaires, n° 4456, 17 février 78, 26 F.



Barre :

"La réforme capitale"

En préconisant le retour au libéralisme, Raymond Barre veut permettre à l'économie française d'être concurrente sur le marché mondial. La fameuse loi sur l'épargne est destinée à orienter les économies des Français vers les entreprises.

Raymond Barre n'en veut plus. Ce n'est plus seulement le petit besogneux du redressement économique capitaliste, c'est maintenant l'homme qui a un projet pour la France : « Il s'agit, a-t-il déclaré récemment aux sénateurs, d'une réforme de structure capitale qui doit modifier le comportement et restaurer la responsabilité de tous les agents économiques. » Et M. Monory, ministre de l'Intérieur, de renchérir la semaine dernière devant le conseil général de la Vienne, annonçant qu'il s'apprêtait à faire « une révolution totale de l'économie ».

Ces déclarations ne sont pas gratuites ; elles signifient que l'on passe à un stade supérieur de la politique mise en œuvre à l'occasion du premier plan Barre, le 22 septembre 1976. Politique qui, en privilégiant le redressement des entreprises, doit permettre à la France de se placer dans le concert (cacophonie) économique international. « Dans la nouvelle confrontation internationale, l'industrialisation demeure la priorité numéro un pour la France », a déclaré M. Monory, qui a précisé que dans les six ou sept prochaines années, un emploi sur trois changera de nature. L'affaire est d'importance.

Soulever la foule des épargnants

Le fer de lance de cette « réforme capitale », de cette « révolution totale » est la future fameuse loi sur l'épargne qui doit permettre, moyennant divers

avantages fiscaux, d'orienter les petites (ou grandes) économies des Français vers des emplois jugés plus productifs, c'est-à-dire vers les entreprises. Faire de chaque Français un petit (ou grand) actionnaire, faire rivaliser les émissions sur la Bourse avec celles de Guy Lux, voilà le grand dessein du pouvoir, celui qui doit soulever les foules...

Le jeune chômeur et l'actionnaire

Cette loi sera votée dès cette session parlementaire. Car, fort de son succès électoral et de la léthargie de la gauche, Raymond Barre joue la rapidité ; plus de détail ! On tranche dans le vif ! Et tant pis pour les contradictions du discours gouvernemental. Contradictions de plus en plus nombreuses, car cette accélération du processus de restructuration de l'appareil productif français a pour conséquence d'aviver les tensions nées de la crise.

On tranche : même les patrons sont surpris — et inquiets — de l'ampleur des augmentations de tarifs publics. On parle de lutte contre l'injustice, de relèvement prioritaire des bas salaires et on augmente le S.M.I.C. de 1,08 % en pouvoir d'achat. Mais comme les prix auront augmenté en avril d'environ 1 %, cette hausse a déjà été récupérée et le salaire réel du smicard commence dès à présent à dérapier.

Contradictions. Le même Barre qui déclarait en 1977 que la libération des prix industriels serait menée de façon

prudente, en précipite le mouvement et avance au 1^{er} juin la date de libération. Le même Barre qui condamnait le laxisme de Chirac en matière de gestion publique (déficit budgétaire de 17 milliards en 1976) annonce pour 1978 un déficit de 15 à 20 milliards et ajoute, lors de sa dernière prestation télévisée, qu'il est « prêt à accepter un déficit de même grandeur en 1979 ».

La semaine où l'on apprend que le chômage a encore progressé en avril atteignant selon les chiffres officiels (corrigés des variations saisonnières) 1 086 000 « demandeurs d'emploi » (1 452 206 selon la C.G.T.) et où l'I.N.S.E.E. constate que la tendance des faillites d'entreprises « reste croissante et sans véritable inflexion depuis le milieu de 1976 », le même Barre qui se disait, en 1977, préoccupé par l'évolution de l'emploi, amputé de 2 milliards de francs les crédits 1978 du pacte national pour l'emploi — par ailleurs scandaleux. Et 2 milliards c'est, comme par hasard, le coût pour l'Etat de la future loi sur l'épargne. Dans la balance, le jeune chômeur ne pèse pas bien lourd devant l'actionnaire...

Le lendemain du jour où le Premier ministre déclare, à la télévision, avoir « repris le contrôle de l'évolution de l'économie française », Papon, son ministre du Budget, annonce que la croissance économique sera, en 1978, de 3,5 % au lieu des 4,5 % prévus. Ce qui signifie notamment une réduction pour cette année des effectifs employés, la productivité augmentant vraisemblablement plus vite que la production. Quant aux prix, M. Papon a indiqué qu'on pouvait envisager une hausse de l'ordre de 8 à 9 %. En fait, elle sera proche de 10 %, compte tenu, d'une part, des relèvements des tarifs publics et, d'autre part, de la répercussion sur l'indice de la libération des prix industriels. Sur ce dernier point, Raymond Barre a annoncé qu'il « ferait jouer la concurrence » ; mais quand on se prend à songer que toute la politique industrielle de ces dernières années consistait à faire émerger au plan national un ou deux grands groupes par secteur, et que l'on se retrouve maintenant, dans la plupart de ces secteurs en situation oligopolistique, voire monopolistique, le propos sur les vertus de la concurrence apparaît bien faible.

L'exemple allemand

Mais ces contradictions ne doivent pas faire illusion, il n'y a pas de flottement du côté du pouvoir, la stratégie est bien en place et elle se renforce chaque jour. L'enjeu est bien l'intégration massive de l'économie française dans celle du monde dit libre. Quant à l'emploi, Raymond Barre est persuadé qu'une fois les profits reconstitués, grâce à toutes les mesures prises les entreprises investiront et recommenceront à embaucher. Oh certes, pas tout de suite ; « beaucoup d'entreprise

françaises ont un excédent de main-d'œuvre, et l'investissement reprendra lorsque la conjoncture internationale et nationale s'améliorera et lorsque leur situation financière sera devenue plus saine», a-t-il déclaré à la télévision.

Mais ce que ne dit pas le Premier ministre, c'est que déjà, en 1977, les marges des entreprises ont connu un redressement certain, sans aucune conséquence sur l'investissement total qui a connu une baisse de près de 1%. De plus, les investissements réalisés sont, la plupart du temps, des investissements de productivité, destinés à économiser de la main-d'œuvre.

Le tryptique allemand souvent cité en exemple par le pouvoir : marges = investissements = emplois, ne semble pas se réaliser en France; il semble même d'ailleurs fortement ébranlé pour le voisin d'outre-Rhin. Mais cela n'empêche pas Raymond Barre et ses patrons de persévérer dans la même voie; ils prétextaient de l'échéance électorale pour expliquer le marasme de l'investissement et de l'emploi; mais après quelque temps d'euphorie, ils se retrouvent confrontés à la crise et « les chefs d'entreprise ne paraissent guère disposés à sortir pour le moment de la réserve qu'ils observent en matière d'emploi et d'investissements », souligne dans sa dernière note de conjoncture la Banque de France, qui ajoute : « Contrairement à l'espoir que certains chefs d'entreprise avaient conçu, ils n'envisagent, au cours des prochaines semaines, qu'une croissance de nature essentiellement saisonnière, sans changement notable. »

Dans la balance...
Le jeune chômeur ne pèse pas bien lourd
devant l'actionnaire.



C'est dans ce contexte que Raymond Barre en appelle à « la responsabilité de tous les agents économiques », pour pouvoir opérer ses petites réformes d'usurier. Mais on aura vite compris que pour le Premier ministre, les instruments de la « responsabilité » sont pour les patrons : la liberté de fixer librement leurs prix et de licencier sans entrave, et pour les travailleurs : la stagnation de leur pouvoir d'achat (dans le meilleur des cas) et le devoir de se laisser licencier, d'accepter les hausses de prix publiques et privées.

Décidément, pour les patrons, ce chef de gouvernement, c'est vraiment

de l'or en B... Quant aux travailleurs, ils pourront toujours méditer les nouvelles maximes du premier économiste de France et réfléchir à cette démonstration : « Les Français, dit-il, ont compris que la hausse de l'indice des prix n'est pas l'inflation », que si toute demande d'augmentation de salaire est par définition inflationniste, par contre toute hausse de tarif public est une « hausse d'ajustement », destinée à « faire disparaître un potentiel accumulé d'inflation ».

Consolant, non ?

Martial ANVERS ■

VOIX OUVRIÈRES

La « charte de la jeunesse ouvrière » rendue publique au rassemblement du 14 mai pour le 50^e anniversaire de la J.O.C. - J.O.C.F. a été préparée par des milliers de jeunes au cours de débats, d'enquêtes réalisées par des militants jocistes. Il en ressort un long texte personnalisé où se mélangent les « je » — « je veux vivre », « j'en ai marre » — et les « tu » : « tu demandes », « tu revendiques ». Ce style original de déclaration se veut surtout témoignage sur ce que ressent profondément aujourd'hui la jeunesse ouvrière; il témoigne aussi de l'impact qu'y a la J.O.C.

La vie volée

On y peut, schématiquement, distinguer deux parties : le constat et la dénonciation de l'oppression des jeunes ouvriers d'une part, les revendications et les axes d'action d'autre part.

La première partie recense tout ce qui dans cette société brise la vie. Citons ce paragraphe : « Qu'est-ce qu'une vie où le patronat, les multinationales, ceux qui nous gouvernent détiennent la liberté : de voler le fruit de notre travail, d'entreprendre, de fixer les prix; de mettre à mort la sidérurgie; de licencier, de fermer les usines, de les implanter à travers le monde; de brader les C.E.T., de privatiser l'enseignement, la santé; de donner 10 000 F aux immigrés pour justifier leur expulsion; de vendre des armes et de réprimer les peuples comme en Afrique ».

Cette « société capitaliste sans avenir », ainsi mise en accusation, la J.O.C. - J.O.C.F. la combat avec la gauche, dont elle rappelle le score aux élections de mars 78, mais aussi la présence dans l'action syndicale de tous les jours. Ce « combat pour une autre vie » fondé sur le rappel des grands moments de la lutte ouvrière, la J.O.C. - J.O.C.F. le rattache à son existence, à sa forme et à sa foi en Jésus-Christ. Dans un paragraphe intitulé « rien ne sera plus comme avant », la charte fait vibrer ce souci de rassembler tous les jeunes travailleurs dans une solidarité agissante, dans la J.O.C. - J.O.C.F., mais aussi dans les syndicats, dans la lutte de classe.

Une synthèse des espérances ouvrières

Cette référence à la nécessité de la lutte de classe se précise avec ce qu'on pourrait nommer la plate-forme revendicative de la J.O.C. - J.O.C.F. Là encore, le langage est un mélange d'expressions de tous les jours, de revendications syndicales et d'axes programmatiques. Sous le titre : « Tu veux être formé, apprendre, savoir », sont égrenés les nécessités d'une véritable formation générale et professionnelle gratuite, du contrôle du contenu des cours, d'un statut du lycéen et du collégien, du droit à la formation permanente et d'un vrai statut pour l'apprenti (doublement du salaire, création de 500 postes d'inspecteur d'apprentissage, respect du contrat d'apprentissage).

Sous le chapitre « Tu veux travailler... vivre », sont avancées les principales revendications de la C.G.T. et de la C.F.D.T. Leur formulation reflète assez fidèlement la présence des jocistes dans chacune des deux centrales, sans négliger certains thèmes, qui leur sont plus spécifiques : ainsi réclament-ils la suppression des agences d'intérim et des « stages Barre ».

« Tu veux l'amélioration du cadre de vie ? » La J.O.C. te propose la gratuité progressive, l'augmentation du nombre des transports et des équipements collectifs... « Tu veux vivre libre et responsable ? » Outre la conquête des droits élémentaires (d'association, de se syndiquer), la J.O.C. - J.O.C.F. réclame le respect de l'identité régionale, l'abolition de la « loi Stoléru » contre les immigrés et reprend à son compte les principales revendications des mouvements de soldats.

Cette charte synthétise en fait, dans une forme nouvelle, toutes les aspirations de la jeunesse ouvrière. Son caractère syndical s'accompagne de l'originalité, de l'idéal de la J.O.C. - J.O.C.F. Cette originalité a un nom : espérance. A côté de nos objectifs politiques, organisationnels, elle ne manque ni de fraîcheur, ni de réalisme. Cette charte aura certainement un écho très large dans la classe ouvrière. Il faut la lire et la discuter (1).

Y. S. ■

(1) Elle est parue dans le numéro spécial de juin de Jeunesse ouvrière, le journal de la JOC-JOCF.

Communistes : Vive controverse

Malgré les tentatives
d'intimidation
de la direction du P.C.,
les militants persistent...
et signent.

C'est parti ; le débat sur la démocratisation du Parti communiste français est engagée. Peu nombreux au départ, les opposants ont été rejoints par beaucoup d'autres qui se sont décidés à violer le tabou stalinien du prétendu « centralisme démocratique ». Après 33 étudiants communistes, après 100 membres du Parti, voici plus de 300 militants, devenus 500, qui critiquent le fonctionnement et la politique du Parti.

La direction aurait reçu en outre un millier de lettres réclamant l'ouverture immédiate d'une discussion publique. Dans un certain nombre de cellules et sections les comptes-rendus du comité central et du rapport de Marchais ont été accueillis avec tant de réticences que les responsables ont dû renoncer à faire approuver par un vote l'attitude de la direction.

La contestation ne se limite pas au milieu intellectuel ; des militants ouvriers, voire certains permanents, y participent et les signatures viennent de l'ensemble du pays.

Face à cette vague de fond, sans précédent depuis plus de 50 ans, la direction, tout d'abord désorientée et peut-être divisée, a pris une attitude défensive. Elle a cru pouvoir apaiser le remous et faire rentrer dans les rangs la plupart des contestataires, en isolant les plus résolus.

Cette tactique a échoué. Le mécontentement a été plus profond et plus durable que prévu. Pour apaiser les esprits, la direction a renoncé aux exclusions, comptant sur l'appareil pour rendre la vie impossible aux opposants. Elle n'a fait qu'encourager la contestation.

Des « formalités juridiques » ?

Le bureau politique a admis d'autre part la possibilité de modifier les statuts par le 23^e congrès du Parti, d'ici là les règles de fonctionnement, même non inscrites dans les statuts, restent obligatoires.

« Que valent les formalités juridiques face aux exigences de la démocratie ? » demandent les « cent ». Objection d'autant plus valable que la direction a violé ces mêmes statuts en renonçant à la dictature du prolétariat, qui y est inscrite, et cela sans consulter les adhérents.

Il s'agit de remettre la discussion jusqu'à la fin de l'année pour museler d'ici là les opposants et préparer un congrès prêt à approuver et à reconduire l'actuelle direction. Telles étaient les limites étroites des « concessions » admises.

Comme toujours dans ce cas, la direction a obligé à s'engager, à se « mouiller » ceux de ses membres qui passaient pour des « libéraux », comme Paul Laurent et Pierre Juquin. Elle s'est efforcée d'isoler Althusser, dont les critiques ont été les plus virulentes et ont trouvé le plus ample écho, en l'accusant par la plume de Laurent « d'une véritable déclaration de guerre » à tous les partis eurocommunistes.

Elle a voulu opposer les partisans d'Elleinstein à ceux d'Althusser et de les neutraliser les uns par les autres. Cette manœuvre a tourné court. Le texte des 300 a uni les tenants des deux courants. La direction doit faire face à leur conjonction. Leur plateforme commune réclame le rétablissement des règles léninistes de démocratie interne et l'ouverture de la discussion publique en vue de la préparation du 23^e congrès du P.C.F.

Une fin de non-recevoir

De telles règles ont été respectées de 1903 à 1921 dans le parti bolchevique et notamment la publication des articles de discussion et des différentes plates-formes politiques. C'est ainsi que celle de « l'opposition ouvrière », désavouée par Lénine au 10^e congrès de ce parti en mars 1921, a été néanmoins publiée avec son consentement et diffusée à 250 000 exemplaires !

Les 300 demandent l'élection sans filtrage préalable par les commissions de candidatures, des délégués au congrès, après une large consultation au plan horizontal, après communication directe entre les cellules et sections de leurs projets d'amendements et de résolutions. « Le retard de notre parti à se mettre à jour ne saurait s'accroître sans grave dommage. Il est très urgent que le 23^e congrès comble dans tous les domaines ces retards », ajoutent les 300.

A toutes ces demandes, la direction oppose une fin catégorique de non-recevoir, suivie des tentatives d'intimidation. Deux résolutions du bureau politique, qui se succèdent, passent à la contre-offensive et ne reculent pas devant la menace à peine voilée.

● La première, tout en admettant

que la « discussion se poursuive dans les organisations du Parti », sans s'exprimer toutefois dans la presse intérieure et a fortiori extérieure, déclare « qu'il est impensable que les activités mettant en cause la politique et les règles de vie du Parti se développent sans entraîner la riposte qui s'impose ».

● La deuxième résolution est encore plus précise. Elle « considère la démarche du texte (des 300) comme totalement inacceptable » et « injustifiable ». La résolution « affirme avec la plus grande netteté que le Parti ne saurait accepter de se voir transformer en champ clos de rivalités internes et de luttes de tendances ».

La pression des militants

Il ne semble pas que ces menaces aient entamé la résolution des opposants qui reçoivent toujours de nombreuses signatures et lettres d'approbation. Ils doivent se rendre compte que tout recul de leur part, toute rétractation, toute tentative de conciliation avec l'appareil sonneraient le glas de leur démarche et consacrerait leur défaite. Ils doivent exiger l'avancement de la date du congrès et l'ouverture immédiate de la discussion dans les organismes et les publications du Parti, conformément aux règles actuellement en vigueur.

Sans préjuger de l'issue de cette controverse, on peut affirmer que le succès des opposants permettrait de briser la carapace stalinienne et d'exprimer librement les différents courants qui « traversent » le Parti. Cela ne signifie nullement que le courant révolutionnaire, représenté, avec quelques penchants dogmatiques par Althusser, l'emportera à coup sûr. Le courant néo-réformiste, dont Elleinstein est le porte-parole, peut sortir vainqueur de ces débats.

Tout dépend de la pression des militants, de leur persévérance et fermeté qui ferait reculer d'abord, éclater ensuite, l'appareil et la direction. C'est à ce prix, et à ce prix seulement, que pourra être établie la démocratie interne et redresser la politique du Parti communiste français.

Victor FAY ■

CRISE A « FAIRE »

Au Parti socialiste, bien que d'une manière plus discrète, le reclassement se fait jour au sein de la coalition « miterrandiste » ! La crise a éclaté à la revue Faire dont six membres de la direction, proche du premier secrétaire viennent de démissionner. La revue continue avec une équipe réduite. Va-t-elle devenir l'organe d'une éventuelle tendance autogestionnaire ou s'aligner sur les positions « droitières » de Rocard ? Nous le saurons bientôt. ■



Les « psy » ne sont pas des garde-fous

Sainte-Anne : hôpital psychiatrique ou asile ? Lieu d'enfermement ou de soins ? Accueil ou gardiennage ? A ces questions, beaucoup de ceux qui y ont atterri au détour d'une déprime, d'un acte hors des normes sociales, souvent encadrés par des flics, répondent : « On est matraqué aux neuroleptiques, par des infirmiers plus matons que soignants ». L'actualité de l'internement, de la psychiatrisation de la société apparaît aujourd'hui au cœur d'une grève : celle de tout le personnel de Sainte-Anne, environ 1 800 personnes.

Elle a débuté le 16 mai à l'appel de la C.G.T., de la C.F.D.T. et de F.O. Les causes ? Elles sont déjà anciennes : vétusté de l'hôpital et surtout manque d'effectifs. A Sainte-Anne, il n'est pas rare de voir, dans certains services, une infirmière s'occuper seule de 80 malades.

La révolte des chariots

A Sainte-Anne, les soignants devaient

au cours de leur journée de travail, aller trois fois à la cuisine ou à la lingerie centrale (parfois distante de 800 mètres de certains pavillons), et ramener sur d'antiques chariots la nourriture et le linge propre. Depuis 15 ans, la décision avait été prise de mécaniser ces transports. Un projet de petit train de chariots était à l'essai depuis six ans. Mais rien n'aboutissait, alors que 600 000 F avaient déjà été investis dans les tentatives de mécanisation.

A Sainte-Anne le décalage entre les emplois réels et les postes budgétaires alloués pour les créer est de 350. Tout cela crée de mauvaises conditions de travail, des pertes de temps et chez les jeunes infirmiers psychiatriques un profond dégoût de la profession. L'un d'entre eux raconte qu'au cours de ses 28 mois de formation (24 heures de travail en hôpital et 16 heures de formation par semaine), trois de ses camarades se sont suicidés à Sainte-Anne. Sans aller jusque-là, un certain nombre abandonnent ce travail au bout de deux ou trois ans de pratique.

A Sainte-Anne, le personnel dispose d'une crèche minuscule. Mais il ne bénéficie pas de la possibilité de loger en H.L.M. comme d'autres salariés dont l'entreprise cotise au 1 % patronal. A Sainte-Anne la cafétéria est gérée par une entreprise privée.

Au début de la deuxième quinzaine d'avril, au pavillon Follin, de jeunes infirmiers avaient protesté contre le manque d'effectifs, contre l'exploitation de certains malades à qui l'administration fait exécuter des tâches de ménage pour un « pécule » ridiculement faible (120 F par mois). L'idée d'un mouvement plus large, sous d'autres formes que la sempiternelle grève de 24 heures, a fait son chemin. Les sections syndicales ont, fin avril et début mai, organisé une centaine de réunions dans tous les services afin de rassembler les revendications de toutes les catégories de personnel. Le 11 mai, elles étaient, au cours de deux assemblées générales très suivies (trois

cents personnes environ à chacune d'entre elles), rassemblées sous forme d'une motion. La grève était décidée pour le 16 mai.

Jusqu'au Champ-de-Mars

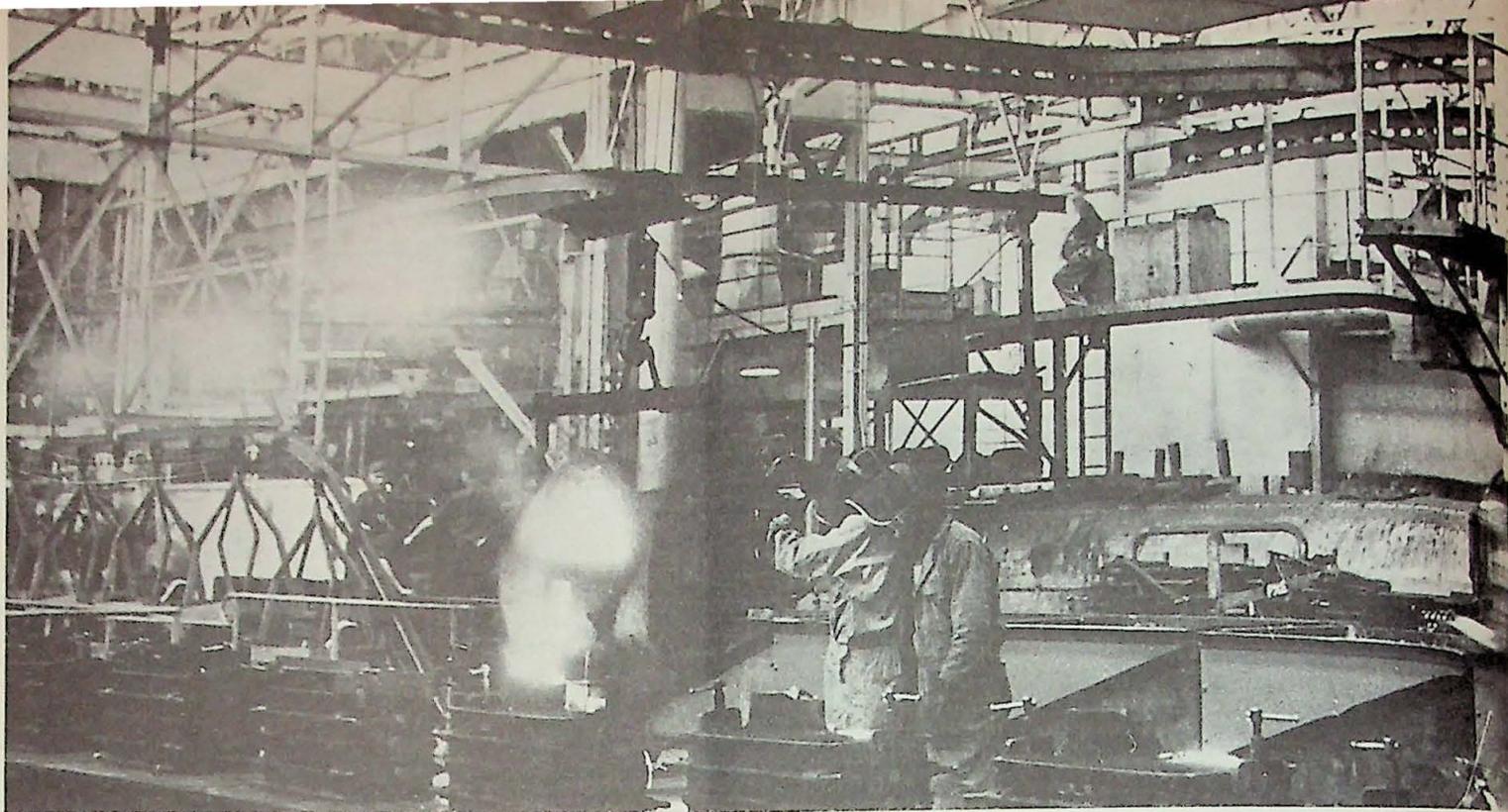
La grève est active. Cela veut dire que les soins et consultations urgentes minimum sont assurés, la nourriture et le linge propre distribués. Le piquet de grève organise le travail à la suite des assemblées générales qui sont bi-quotidiennes (matin et après-midi). Par contre ces soins ne sont pas facturés par le personnel administratif. C'est le moyen de pression essentiel sur une direction qui renvoie la solution aux manques d'effectifs à une discussion avec le ministère de la Santé. De plus, l'assemblée générale des agents administratifs décidait le 19 mai de ne plus facturer le prix de journée, ni les consultations qui servent à déterminer les paiements de la Sécurité sociale.

La grève a été active aussi dans la mesure où pour mieux montrer leur volonté de ne plus traîner les chariots, les grévistes ont réquisitionné deux camionnettes pour les remplacer et assurer les allées et venues avec la lingerie et la cuisine. Beaucoup plus rapide et plus efficace, cette auto-organisation du travail a obligé la direction de l'hôpital à reculer le 17 mai sur le remplacement des chariots par un système mécanisé. Ces chariots furent d'ailleurs les vedettes de la manifestation du 18 mai des agents hospitaliers venus de toute la France protester contre le manque d'effectifs. Parés de slogans comme « *Maladie mentale, maladie du capital* », « *Halte à la fliciatricie* », « *Santé gratuite* », « *Non à l'exploitation des psychiatrisés* », ils furent abandonnés sur l'esplanade du Champ de Mars en fin de manifestation. Aujourd'hui les grévistes disposent de quatre camionnettes.

Yves SPARFEL ■

Grévistes sur l'esplanade du Champ de Mars.





Renault-Flins : Chronique d'une grève... suivie d'effets

La C.F.D.T. anime la grève des carrousel... mais perd des voix aux élections. Alors ?

Mai 1968 a fait de Renault-Flins un symbole. Qu'en est-il dix ans plus tard ? Une grève qui vient de s'y dérouler fournit quelques éléments de réponse sur la conscience des travailleurs et la politique patronale.

C'est à Flins qu'est montée la nouvelle voiture lancée par Renault, la R 18. L'entreprise nationalisée profite du démarrage de ce véhicule pour imposer de nouveaux temps de gamme qui se traduisent par une augmentation de la charge de travail ou des cadences. Le mécontentement est grand dans les ateliers, mais il reste à l'état latent. Dans la deuxième quinzaine d'avril les ouvriers des carrousel-sièges (montage des sièges) vont réagir à l'initiative des délégués C.F.D.T. du secteur, particulièrement dynamiques. Pour éviter l'aggravation de leurs conditions de travail, les ouvriers décident d'abord le coulage des cadences. Très rapidement la direction répond par des menaces et des sanctions. Fin avril, 140 ouvriers des carrousel-sièges ripostent par la grève illimitée; ils n'ont pas d'autre choix s'ils veulent être efficaces.

Un conflit gênant pour leur R 18

Les revendications avancées sont pourtant simples et claires : annulation de toutes les sanctions; 2 ouvriers supplémentaires par groupe de 14; la qualification de P1 pour les

ouvriers spécialisés. Cette dernière revendication, déposée depuis des années, a déjà suscité plusieurs mouvements de grève; elle correspond à la volonté des ouvriers spécialisés de connaître une évolution professionnelle.

Le mouvement des carrousel-sièges ne constitue pas à proprement parler une grève bouchon puisque les voitures peuvent être sorties des chaînes, mais elles doivent être stockées sans sièges sur les parcs. Par ailleurs, l'opération de montage des sièges après coup n'est pas très commode à réaliser. Dans l'usine, la pagaille la plus totale règne; jour après jour des milliers de voitures incomplètes ne peuvent être ventilées sur le réseau. Très gênée, la direction de Flins formule des propositions : suppression des sanctions; un ouvrier supplémentaire durant la période de montée en cadence de la R 18.

L'assemblée générale des grévistes refuse de reprendre le travail sur de telles bases. Il est clair que la Régie Renault ne cédera jamais le P1 devant la grève d'un seul atelier, car si elle lâche, elle sait bien que tous les O.S. s'engouffreront dans la brèche ainsi ouverte. La direction met donc tout en œuvre pour briser la grève même si cela doit lui coûter très cher : travail le samedi, le dimanche, les jours de fête avec des briseurs de grève; mise en place d'ateliers de remplacement en dehors du territoire de Flins avec du personnel Renault. Des ouvriers, des techniciens « volontai-

res » ou non provenant de toutes les usines sont mobilisés. La Régie Renault s'appuie sur un avenant au contrat de travail qu'elle fait signer à tout le personnel, avenant qui permet d'expédier chacun en mission où l'entreprise le désire.

De plus, des provocations diverses sont montées pour éprouver la solidité des travailleurs en lutte. Enfin la direction généralise l'utilisation de tous les lieux de sous-traitance possibles, en France et à l'étranger.

La C.F.D.T. isolée

La C.F.D.T. Renault-Flins, animatrice de la grève, sait très bien qu'un rapport de forces favorable ne se crée pas au niveau d'un seul atelier. Les appels aux entreprises sous-traitantes, pour qu'elles ne fabriquent pas de sièges pour Renault ont peu de chances d'être entendus en période de difficultés économiques; ils seront cependant lancés. Il est donc proposé aux grévistes d'élargir le conflit à tous les travailleurs de Flins; ils acceptent. Durant plusieurs jours est menée une campagne de popularisation avec meetings et tracts sur les revendications non satisfaites, sur la nécessité d'une action d'ensemble. Elle fait ressortir que la période est particulièrement propice puis que la Régie Renault a absolument besoin de la R 18.

Un appel commun C.G.T.-C.F.D.T. à un débrayage de 2 h 30 est lancé pour le mardi 9 mai. La C.G.T. suit

sans plus, en traînant des pieds ; elle ne peut refuser à quelques jours des élections de délégués du personnel. Le débrayage est un échec cuisant, quelques centaines de travailleurs sur 20 000 défilent dans les ateliers.

Pour amortir le choc, et compte tenu de la mauvaise volonté de son partenaire syndical, la C.F.D.T. lance seule dans les ateliers une collecte avec bons de souscription pour soutenir les grévistes des carrousels-sièges. En deux jours, un million deux cent mille anciens francs sont rassemblés : une somme assez exceptionnelle pour Flins.

Le moral des grévistes est provisoirement remonté ; cependant, il n'est pas question de laisser pourrir le conflit avec toutes les conséquences qui en découleraient pour l'avenir. De son côté, la direction de Flins, empêtrée dans ses voitures incomplètes, connaît aussi des déboires avec les sièges qui viennent de sous-traitants ; elle veut en finir au plus vite. Un compromis se dessine. Les sanctions sont retirées, l'ouvrier supplémentaire pour 14 est garanti définitivement, trois jours de grève correspondant à la durée des négociations sont payés.

Après 17 jours de grève, les ouvriers des carrousels-sièges suspendent leur action. Ils ne sont ni déçus ni découragés. C'est la première fois depuis trois ans qu'un conflit de ce genre, chez Renault, ne s'achève pas sur une « déconfiture soignée ».

Les 18 et 19 mai se déroulent à Flins les élections de délégués du personnel. Elles vont être pour la C.F.D.T. à l'image de l'extension du conflit des carrousels. Dans le premier collège (ouvriers-employés) la C.F.D.T. passe de 42,8 % à 37,8 %, dans le deuxième collège de 30,5 à 26 %. Chez les ouvriers la C.G.T. progresse de 44,9 % à 49,4 %, pratiquement sans gagner de voix. Il en est de même pour la C.G.C. (de 37,7 % à 41,1). Dans le deuxième collège, F.O., marquée par l'étrécissement de ses relations avec le R.P.R.-A.O.P. ne bouge pas. Les abstentions se sont accrues dans une proportion considérable.

Dans le premier collège, tout s'est passé comme si un électeur C.F.D.T. sur 5 avait changé de vote : 80 % des voix choisissent l'abstention ou le vote blanc, 20 % se reportent sur la C.G.T. Dans le deuxième collège, un électeur C.F.D.T. sur 5 a choisi l'abstention. Unique compensation pour la C.F.D.T. Renault-Flins : elle a progressé de 50 à 62 % des voix au bureau de vote des grévistes des carrousels-sièges.

Comment expliquer une telle variation entre 1977 et 1978 ? Notons d'abord que dans une usine où le syndicalisme est faible (10 % de syndiqués au total) les évolutions sont très marquées et fréquentes.

Des circonstances locales interviennent évidemment : durant le conflit des carrousels, la C.F.D.T. a seule dé-

noncé le rôle de briseur de grève d'un dirigeant de l'Amicale des travailleurs et commerçants marocains. En mesure de rétorsion, celle-ci n'a pas caché qu'elle ferait campagne contre la C.F.D.T. Le racisme de certains travailleurs français pèse lourd à Flins ; la C.F.D.T. présentait une liste avec 60 % d'immigrés dans le collège ouvriers (il y a 50 % de Français, 50 % d'immigrés dans ce collège. Les autres organisations syndicales sont loin de consentir un tel effort vers les plus exploités !).

Des travailleurs ont été déçus par le fait que la C.F.D.T. n'a pu changer la situation au comité d'établissement. La C.F.D.T. n'a occupé le secrétariat du comité d'entreprise en 1977 que durant quelques mois de crise. Mise en minorité sur la gestion des restaurants qu'elle voulait céder à la direction, elle a démissionné. Depuis, elle se trouve dans l'opposition face à une étrange coalition C.G.T. - C.G.C. - F.O.

Mais ces circonstances locales ne recouvrent pas l'essentiel. Durant un an, la C.F.D.T. Renault-Flins a été comme paralysée par le contexte électoral national ; ayant acquis son audience dans les luttes, elle s'est retrouvée inactive, se contentant d'une campagne sur le contrôle ouvrier assez en porte-à-faux dans l'usine. Ne se mêlant pas de la polémique à gauche, ses militants ont été démobilisés.

Fruits amers

Après l'échec des législatives, le discours de la C.F.D.T. Renault-Flins — « *les négociations à froid n'apportent que des miettes, elles ne sont là que pour permettre aux patrons de gagner du temps, créons d'abord le rapport de forces nécessaires* — heurte de plein fouet des travailleurs encore sous le coup de la défaite (un processus de négociations a été engagé par la Régie Renault). Sans compter qu'un tel langage contredit celui d'autres instances syndicales C.F.D.T. : au lendemain des élections de délégués du personnel, la C.G.T. Flins déclare avec complaisance : « *l'aventurisme, qui trouvait un terrain trop longtemps fécond, est battu.* ».

Dans une période d'une forte résistance patronale, dans une période de recul de la classe ouvrière, l'échec de l'extension de la grève des carrousels-sièges et le résultat des élections de délégués du personnel à Flins fournissent quelques éléments de réflexion aux militants révolutionnaires.

Entre l'opportunisme « réaliste » et la dénonciation incantatoire, aussi inutile que vaine, des appareils tant politiques que syndicaux, la voie reste étroite. Mais n'est-ce pas justement l'attentisme, le manque de critique du pouvoir et l'absence d'initiatives des organisations ouvrières qui nous ont menés là ?

Daniel JUGE ■

D'AUTRES CONFLITS...

● **Chantier de la centrale nucléaire de Paluel** : une nouvelle grève a éclaté le 18 mai sur ce chantier. Les raisons ? L'insuffisance des salaires et des indemnités de déplacement, l'absence de garantie de l'emploi en fin de chantier et de mauvaises conditions de logement. Un millier d'ouvriers participent à cette grève illimitée.

● **Chantier de Creys-Malville** : la construction de cette autre centrale nucléaire est arrêtée. Les ouvriers de l'entreprise Fougerolles (un des grands trusts de la construction) sont en grève depuis le 8 mai.

● **Flaminaire à Redon (Ille-et-Vilaine)** : cette usine fabriquant des briquets est occupée par ses 400 salariés depuis l'annonce de 200 licenciements. Dans Redon qui compte déjà 1 500 chômeurs pour 13 000 habitants, cette lutte ne passe pas inaperçue : 1 800 personnes ont manifesté le 17 mai dernier.

● **Terrin (Marseille)** : appelés à voter pour ou contre la reprise, les ouvriers de cette entreprise de réparation navale ont décidé à la majorité de poursuivre leur grève contre les 825 licenciements. Votée par 951 voix contre 833 la reconduction de la grève équivaut à un rejet du protocole d'accord négocié le mercredi 17 mai entre toutes les parties intéressées qui prévoyait une mise en pré-retraite pour 325 employés de plus de 55 ans et un stage d'un an de formation payé à 100 %, après une année de 90 %, permettant un éventuel réembauchage chez Terrin. L'absence d'assurance sur ce dernier point a motivé le rejet du protocole d'accord. Pourtant le travail a repris lundi dernier à la suite d'un nouveau vote, favorable cette fois-ci au compromis défendu par les syndicats. Conjointement, à quelques kilomètres de là, le syndicat FO des chantiers navals de La Ciotat, révélait un projet patronal de 1 800 licenciements. Comme à La Seyne, autre chantier naval, 300 mises en pré-retraites ont été opérées, toute l'industrie navale régionale se trouve dans une situation dramatique. Une manifestation régionale aura lieu le mardi 30 mai.

● **Luterma (Le Havre)** : cette usine spécialisée dans la fabrication des panneaux de contreplaqué est occupée depuis le mardi 17 mai. 484 licenciements y ont été annoncés.

● **RATP** : pour des effectifs et d'autres conditions de travail, la grève des conducteurs de bus, arrêtée après 2 semaines de lutte le 19 mai, a repris lundi 22 mai dans certains dépôts.

● **Agence Aigle** : les 250 clavistes de cette agence de presse contrôlée par le groupe Dauphiné Libéré - Le Progrès de Lyon, sont en grève depuis plus de deux semaines à l'appel du syndicat C.F.D.T. du Livre. Le syndicat du Livre C.G.T. et F.O. ne les soutiennent pas. Ils ne cachent même plus que cette grève les gêne. Mais le syndicat national des journalistes C.F.D.T. réuni en congrès à Créteil a décidé samedi et dimanche d'appeler à des arrêts de travail les 22 et 23 mai, en solidarité. Les sections C.G.T. et C.F.D.T. des journalistes du groupe Aigle, débrayaient avec elles, également jusqu'à lundi dernier. Elles se battent pour une meilleure classification, un coefficient de 175 points, mais surtout pour la reconnaissance de leur dignité et de leur travail. ■

Autogestion et organisation

II - Le Front et l'organisation

Pour beaucoup la réunion des 6 et 7 mai du Front autogestionnaire a pu apparaître à bien des égards décevante. C'est que subsistent bon nombre de questions qui n'ont toujours pas reçu de solutions. *

Il est certain que sur cette question de la structuration du Front, les clivages sont plus clairement apparus, comme c'est toujours le cas sur les questions d'organisation : clivage entre ceux qui souhaitent une certaine accélération dans la construction du Front, et ceux qui restent hostiles, par principe, à toute organisation autre qu'une simple boîte aux lettres facilitant les échanges horizontaux de Front à Front. Mais, parmi ces derniers, clivages aussi entre ceux, militants du P.S.U., qui voient d'un mauvais œil se créer un « concurrent », ceux qui ont peur que Paris étouffe la province, ceux qui refusent toutes initiatives au Front parce qu'ils craignent que celles-ci se fassent uniquement sur le terrain hors production.

Il faudra éclaircir tout cela et le débat doit se poursuivre. Certes, il est admis que le collectif peut prendre des initiatives, mais après consultation de l'ensemble des Fronts. Autant dire (et la proximité des vacances accentue ce phénomène) que le Front n'aura qu'une existence théorique, sur le papier, et qu'on en entendra parler sûrement moins que du P.S.U. !

Certes, c'est essentiellement sur le plan local qu'il faut agir et donner une existence réelle au Front : sans cela, le Front ne serait qu'une coquille vide. Mais, pour éviter des confusions passées et à venir, il faut mettre en débat plusieurs thèmes :

Une simple boîte aux lettres ?

1) **Le collectif.** Peut-il être simplement une boîte aux lettres, bref un organisme technique ? Ou bien, étant au carrefour des collectifs locaux, soumis à une rotation rapide et représentatif des différentes sensibilités et zones géographiques, peut-il être aussi un lieu d'échange, de proposition, de synthèse partielle, de relance de la machine ? Doit-il assumer uniquement un mouvement horizontal ? Ou horizontal et vertical (ce dernier étant ascendant et descendant) ?

2) **Cette divergence renvoie à une divergence** plus profonde sur la nature même de l'autogestion socialiste. Le P.S.U. dans son programme autogestionnaire (page 44) explique qu'un plan par exemple, s'il émane des besoins et des projets des organes de base de l'autogestion, est aussi objet de synthèse à différents niveaux (régional, national). Il y a donc des choix qui, une fois votés par les organes de base, deviennent exécutoires. Il existe donc un mouvement dialectique qui s'inspire à la fois de la décentralisation et de la centralisation.

Or, bien des camarades qui s'expriment au Front paraissent plus proches dans leurs analyses (même si tout cela n'est pas clairement formulé) des formules de l'autonomie, qui est de ne pas dépendre des décisions des autres (presque l'autarcie prônée du père Enfantin à Ivan Illich), que des solutions autogestionnaires basées sur l'interdépendance et la solidarité. Débat de fond qu'il nous faudra avoir.

Vieux clivage

3) **Sous une autre forme**, il est possible d'affirmer que l'on retrouve dans le Front une opposition entre les « utopistes réalistes » et les « utopistes idéalistes ». Les premiers pensent que les luttes d'aujourd'hui tracent les grandes lignes de la société de demain, mais que le passage d'une étape à l'autre passe par la médiation de la lutte politique, c'est-à-dire pour le pouvoir des travailleurs, par la prise et la destruction de l'Etat bourgeois ; les seconds pensent que l'on peut vivre dès aujourd'hui dans ses luttes et dans sa vie collective et individuelle l'autogestion, y compris dans le Front lui-même. Vieux clivage, aussi vieux que le mouvement ouvrier lui-même.

4) **Mais pour régler ces trois questions**, encore faut-il qu'il existe une démocratie réelle au sein du Front. Qui représente quoi ? Si l'on admet les votes, sur quelles bases de représentation ? Quel contrôle instaurer ? Ou bien doit-on laisser chacun libre de

respecter ou non les décisions prises ? Quel statut pour les groupes et pour les isolés ? Toutes ces questions devraient être réglées pour l'automne.

De nombreux ratés

Il s'agit là d'un aperçu d'une analyse qui ne prétend pas couvrir l'ensemble de ce qui se passe au Front. Mais, nombreux sont ceux qui sont sortis déçus de la réunion des 6 et 7 mai, estimant que l'on n'avait pas beaucoup avancé depuis plusieurs mois. De nombreux ratés se sont produits, et l'unité s'est faite sur des bases bien minimes.

En définitive, il n'est pas exagéré de dire que la possibilité pour le Front d'occuper l'espace politique autogestionnaire potentiel dans ce pays n'a reçu qu'un tout début de concrétisation. Nous étions à un tournant que nous avons manqué. Mais l'espérance n'est pas étouffée, et il faut tout faire pour que les Assises de l'automne permettent au Front de voler de ses propres ailes pour devenir un pôle d'attraction, et non rester une simple abstraction plus ou moins nébuleuse, voire un satellite mal déguisé. Faute de quoi, c'en sera fini du Front autogestionnaire, mort de ses contradictions non résolues, de ses ambiguïtés, de son absence de perspectives dynamiques et mobilisatrices. (Et alors même dans les villes où le Front fonctionne, il ne restera à offrir aux « inorganisés » que l'intégration au P.S.U. !)

Toujours au X^e congrès, le P.S.U. dans son appel aux autogestionnaires, proposait « d'explorer ensemble les possibilités de travailler à l'émergence d'une force politique autogestionnaire, dépassant les organisations actuelles. Pour sa part, le P.S.U. est prêt à son propre dépassement. » En attendant le P.S.U. reste une nécessité.

Jean-Claude GILLET ■

(*) Jean-Claude Gillet, membre de la DPN du PSU, achève cette semaine la réflexion qu'il avait entamée dans le précédent numéro de T.S. sous le titre : « Politique et théorie ».

posée à même le sol, au pied de laquelle est placée une latrine à la turque, avec chasse d'eau extérieure, et dépourvue de chauffage. Une simple lucarne dotée de barreaux... »

Peau de banane

La campagne de dénonciation, à la mi-mai, a été menée de main de maître : déclarations à l'A.F.P., photos reprises par la grande presse, reportages de télévision. Qu'est-ce qui fait courir ce giscardien de choc ? Surtout : qui vise-t-il ? On comprend mieux quand on sait que la maison de Nanterre est gérée par la préfecture de police et dépend donc de la ville de Paris. Que, par ailleurs, la ville de Nanterre est dotée d'une municipalité à 80 % communiste. Voilà qui permet de ramener à de plus justes mesures le zèle « humanitaire » de ce petit ténor de la majorité présidentielle : l'occasion était belle de glisser une peau de banane à Chirac et de tenter du même coup d'embarasser les communistes.

Cela dit, le « bloc 45 » et les fameux mitards existent bien ; comme tels, ils doivent être dénoncés avec force. Ce n'est pas cependant la première fois que la presse et l'opinion, comme les pouvoirs publics, sont alertés ou interpellés : depuis des années, la municipalité s'y emploie.

Mais ce scandale, éclairé par l'action pas du tout désintéressée de Joël Weiss, n'est pourtant que la partie émergée de l'iceberg. Cet iceberg qu'est la maison de Nanterre.

Le vrai scandale

L'ensemble a été créé en 1887, alors en pleine campagne, pour y parquer les indésirables : « indigents », « sociaux » en tous genres. Depuis, il est resté en l'état. Aujourd'hui, la maison est gérée par la préfecture de police ; en 1968, suite à la dévolution des biens de l'ancien département de la Seine, elle est devenue la propriété de la ville de Paris. Son budget est un budget annexe voté par le conseil de la capitale.

La maison de Nanterre, c'est d'abord un dépôt de mendicité - centre d'accueil : 2 800 lits occupés pendant l'hiver, pour une moyenne annuelle de fréquentation de 2 300 lits. L'augmentation est régulière : « clochards », déracinés, pauvres parmi les pauvres, rejetés de toutes parts, paumés toutes catégories... Phénomène nouveau et inquiétant : des jeunes de moins de trente ans y échouent, de plus en plus nombreux. Ces gens sont rassemblés dans des dortoirs surpeuplés — un tel entassement rendant vain tout effort d'aide individualisée, de « réinsertion » sociale ou, plus simplement, de lutte contre l'alcoolisme ou la drogue.

Ensuite, il y a l'hospice, l'« asile des vieux » : 1 100 pensionnaires, dont beau-



Nanterre : hospice ou prison ?

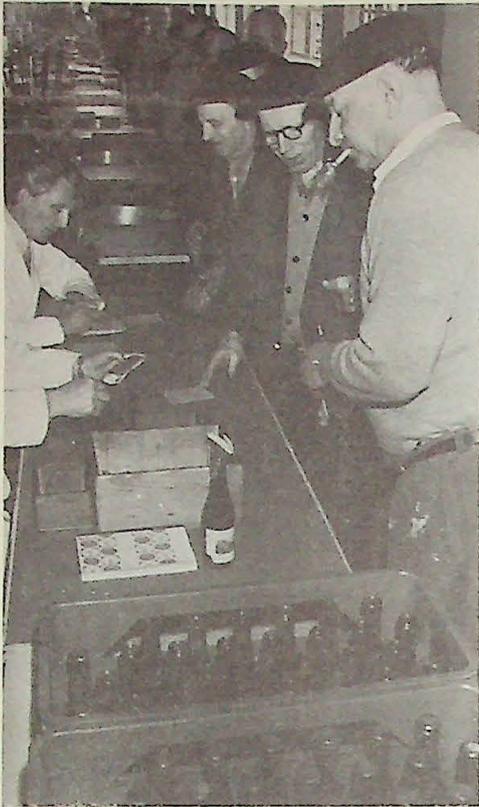
Vivre au Petit Nanterre

Dénoncer le scandale des " mitards " pour petits vieux, c'est bien. Faire face aux problèmes posés par l'hospice — dépôt de Nanterre et le guetto avoisinant, c'est mieux, — mais plus difficile.

Le « bloc 45 », le « mitard des petits vieux »... Joël Weiss, ancien conseiller P.R. de Paris, dénonce le scandale de l'hospice-prison de Nanterre, où s'entassent près de 5 000 personnes. Dans cet enfer concentrationnaire, il existe

des cachots dignes du Moyen Age, dans lesquels, sous le moindre prétexte : ivresse, chahut, altercation, sont enfermés les coupables.

« Dans la cellule 51-52, dit-il, j'ai vu un vieillard couché sur une paille »



L'antarcie de la misère.

coup — il faut le souligner — viennent directement du dépôt de mendicité attenant... Là aussi, la concentration, l'enrégimentement, une discipline de chiourme vont à l'encontre des besoins les plus élémentaires de personnes âgées démunies de tout, sur le plan matériel comme sur le plan psycho-affectif.

Des agents hospitaliers à 80 F par mois

Enfin, il y a l'hôpital proprement dit, dont l'équipement va en se modernisant et qui dispose de 600 lits. Mais il est le seul de Nanterre et devrait donc, en priorité, recevoir les habitants de la région. Ce n'est pas le cas : il est occupé en majorité par des malades issus du dépôt de mendicité ou de l'hospice. Par ailleurs, beaucoup des « agents hospitaliers » sont en fait des pensionnaires du centre d'accueil, payés à des salaires dérisoires : de 80 à 100 F par mois... Tout bénéfice pour la préfecture !

Ainsi, la boucle est bouclée : la maison de Nanterre vit en cercle fermé — un cercle infernal. C'est l'autarcie de la misère, encore accentuée par un environnement urbain sordide, devenu, au fil des ans, véritable ghetto social.

Un quartier verrouillé

Ce ghetto, c'est le quartier du « petit Nanterre », complètement isolé de la ville par la Maison d'abord, mais encore par la voie ferrée, le dépôt S.N.C.F.,

l'autoroute 86 : barrières infranchissables. Seule échappatoire possible, seule frontière perméable : la limite de Colombes. Replié sur lui-même, verrouillé par le fer et le béton, il est constitué de quelque 2 000 logements H.L.M. déjà vétustes et d'une centaine de pavillons qui se délabrent... La population est principalement immigrée, d'origine algérienne, attachée à ces quelques kilomètres carrés par l'habitat, la proximité de la zone industrielle et même une certaine tradition familiale et culturelle. Les transports en commun vers la ville sont pour ainsi dire inexistantes.

La moyenne d'âge est ici plus basse qu'ailleurs, dans le périmètre municipal : une famille sur deux, en effet, compte trois enfants ou plus. Les adolescents, qui sont nombreux, ne peuvent terminer ici leur scolarité : le lycée se trouve à 3 kilomètres et les huit établissements secondaires sont aussi éloignés.

Les hommes en drap bleu

C'est donc au milieu des pires difficultés de vie, de communication, de scolarisation ou d'éducation, de chômage, que se débat cette population à forte dominante ouvrière.

Dans la journée, des centaines de pensionnaires de la « maison » errent dans le quartier en uniforme grossier de drap bleu. Les magasins refusent souvent de les servir. Chaque soir, la police embarque les ivrognes ou les « fauteurs de troubles »... C'est la vie quotidienne au « petit Nanterre ». En

dehors de la municipalité, le gouvernement a entrepris une enquête sur les lieux par l'entremise d'*Habitat et Vie sociale* : que peut-on en attendre ? Quelques arbres, des peintures refaites à neuf, un aménagement du ghetto...

Faire éclater la Maison

Dans ce contexte, la section P.S.U. de Nanterre propose quelques grandes orientations :

- Avant tout, il s'agit de poser la question du statut de la maison de Nanterre : il est nécessaire de la faire éclater juridiquement et géographiquement.

- L'hôpital doit passer, comme la plupart des autres hôpitaux, sous le contrôle de l'Assistance publique ou de l'Etat. Il doit avoir un budget de fonctionnement autonome mettant fin à l'exploitation honteuse des indigents employés comme agents.

- L'hospice doit, lui aussi, acquérir son autonomie et ne plus être géré par la préfecture de police. Cette mesure, bien sûr, ne résoudra pas pour autant les problèmes de fond qui sont ceux de ce type d'institution : ségrégation et concentration des personnes âgées, encasernement, isolement... mais elle permettra au moins de les poser en tant que tels, et d'envisager avec les intéressés les solutions à mettre en place.

- Reste le centre d'hébergement (ou « dépôt de mendicité »...) : les difficultés sont énormes. Elles résident d'abord en le rassemblement massif, dans un même lieu d'« indigents », ou d'« ina-

Le vide psycho-affectif.





La plus totale promiscuité.

daptés» de toutes sortes — chaque cas humain étant unique au demeurant... Elles résident ensuite dans le problème de fond posé par ces « clochards », rejetés par la société, de plus en plus tôt, de plus en plus jeunes, et qui accuse directement notre façon de vivre, notre forme d'organisation sociale.

Refuser le transfert pur et simple

Ne serait-il pas logique — et souhaitable — que la responsabilité de la réinsertion dans la vie sociale incombe à chaque collectivité locale dont ces hommes et ces femmes sont issus et dont, pour une raison ou une autre, ils ont été, à un certain moment, exclus ?

En tout cas, il faut refuser la fausse solution du transfert pur et simple du centre d'hébergement dans une autre région, dans les mêmes conditions. La déportation ailleurs, fût-ce à la campagne, ne constitue pas en elle-même une réponse au problème. Par contre, une certaine dispersion géographique, à l'échelle de la région, en centres plus réduits et plus ouverts, à dimension « humaine », mieux équipés, dotés d'un personnel plus nombreux et mieux adapté, apparaît pour le moment nécessaire.

Lever la « chape de plomb »

Résoudre les difficultés de la Maison de Nanterre permettra de lever la « chape de plomb » qui pèse actuellement sur le quartier avoisinant ; mais ne lui donnera pas pour autant les moyens de vivre — de changer sa vie.

Sur cette voie, la première étape passe par la prise en considération, au « petit Nanterre », du fait immigré : cette population spécifique doit pouvoir s'exprimer et être représentée en tant que telle au niveau communal. C'est le point de départ des réponses à apporter à ses difficultés sociales, culturelles et scolaires.

Ensuite, les pouvoirs publics doivent prendre les moyens de mettre en place les transports en commun nécessaires pour désenclaver le quartier — comme les structures scolaires adaptées à la situation : enseignement bilingue, notamment. Il est enfin utile de limiter l'augmentation sauvage de la population dans ce secteur.

C'est à ces premières conditions, semble-t-il, qu'on pourra mettre fin au « scandale » de la maison de Nanterre et permettre, en même temps, aux habitants du quartier de vivre dans des conditions « normales » — humaines, tout simplement.

René LANARCHE,
Gilles REQUILLE,
conseiller municipal
et la section P.S.U. de Nanterre ■

Comores : Un parfum de mercenaires...

Des « commandos » à « l'accent européen », débarqués d'un « chalutier breton » un certain 13 mai, ont rendu l'archipel infidèle à l'Islam... et à la France !

On s'en doutait un peu ; on manquait de preuves. Maintenant, c'est sûr : cinquante mercenaires ont servi de « bras armé » au coup d'Etat qui a renversé, le 13 mai dernier, Ali Soilih, le leader du régime révolutionnaire comorien. Ces « commandos », appelés « force clandestine de libération », ont été recrutés, pour la plupart, en France — où on parlait de plus en plus, dans certains milieux, « d'en finir avec Ali » — et à l'île de La Réunion, sur qui veille toujours Michel Debré...

Michel Debré, ancien Premier ministre, et toujours un des idéologues les plus en vue du R.P.R., est aussi député de la Réunion depuis 1963. Comme tel, il n'a cessé de se poser en chantre de la présence française dans le sud-ouest de l'océan Indien, critiquant le nouveau régime malgache, considérant l'indépendance de Djibouti comme « la fin des chances occidentales » dans cette région, et militant — avec la fougue (1) qu'on lui connaît — pour la « Réunion française ».

Ses amis de Paris ou de Saint-Denis ont beaucoup fait pour que Mayotte — la petite île comorienne — soit détachée de l'archipel indépendant, frappant ainsi un coup au cœur du régime révolutionnaire mis en place dès l'indépendance de ce pays, en 1975. Il a ensuite approuvé la suppression de l'aide française, et le retrait précipité des fonctionnaires et techniciens, qui ont provoqué une véritable asphyxie de ces îles du canal du Mozambique.

Aujourd'hui, Michel Debré applaudit au coup d'Etat qui a renversé le samedi 13 mai Ali Soilih, le chef de l'Etat comorien, qu'il a qualifié dès le lendemain de « tyranneau », sur les ondes de France-Inter.

On comprend la satisfaction de ce nationaliste intégriste, qui rêve de reconquérir, île par île, le sud-ouest de l'océan Indien.

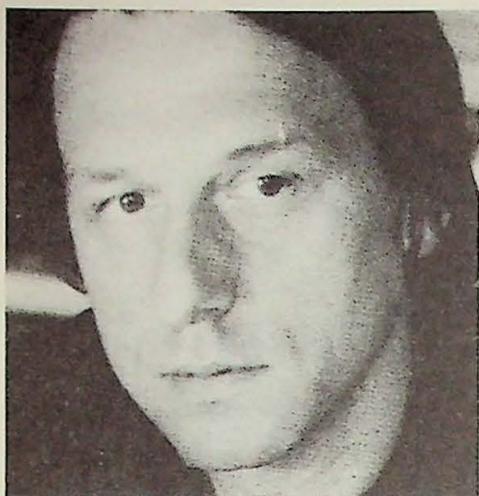
Le régime comorien le gênait. Il avait fait de nécessité vertu : faute de crédits pour rémunérer une administration pléthorique et concentrée dans la capitale — Moroni —, il avait démantelé les « ministères » créés par les Français, et renvoyé les bureaucrates « chez leur mère », pour se mettre « à l'écoute du peuple ». Il avait donné le droit de vote à 14 ans, et lancé les jeunes révolutionnaires à l'assaut de la vieille bastille féodale islamique, histoire de purifier la foi musulmane et d'en chasser les « charlatans ».

Il tentait aussi, ce régime, de monter de toutes pièces, en se saignant aux quatre veines — alors que règne à la Réunion une opulence de façade, faite d'autoroutes à quatre voies et de misère dans les bidonvilles « noirs » —, une administration vraiment décentralisée et populaire. Et surtout, il tenait tête à Paris, refusant de composer avec les autorités françaises tant que Mayotte, occupée par les balafres de la Légion étrangère, ne serait pas rendue à l'archipel.

Ali Soilih est en prison. Les amis de l'ancien président Ahmed Abdallah — le leader très francophile, qui s'est réfugié à Paris depuis 1975 et prépare sans doute une rentrée triomphale — exultent. L'Islam va redevenir religion d'Etat ; les notables écartés vont reprendre le turban, leurs places au premier rang dans les mosquées, leurs bureaux dans une administration « réhabilitée ». L'argent va venir de Paris. Et pour Mayotte, peut-être, il sera possible de discuter « entre modérés ». Les régimes progressistes des Seychelles et de Madagascar n'ont qu'à bien se tenir : ils sont dans la cible !

Ph. M. ■

(1) Dans le cas de Michel Debré, la « fougue » va loin : en son nom, des milices de « nervis » n'hésitent pas à « ratisser » dans les milieux autonomistes, considérés comme de dangereux repaires de subversion contre la république jacobine et impériale.



Michel Winock.

La République se meurt, la République est morte !

Vingt ans après Suez et Budapest.

CINEMA 78

JUIN ♦ N° 234

- GRAND ENTRETIEN AVEC COMENCINI (II)
- LE CINEMA DES INDIENS (II)
- TOUT SUR LA REGLE DU JEU
- LE CINEMA INDEPENDANT ANGLAIS
- LE CINEMA TUNISIEN
- A PROPOS DE ANGELOPOULOS ET WENDERS
- ET L'ANALYSE DE PLUS DE TRENTE FILMS

En vente partout et
6, rue Ordener, Paris (18°)

- Michel Winock, *La République se meurt. Chronique 1956-1958*, Paris, éd. du Seuil, 1978, 258 pages, 42 F.

Personne ne sait au juste de quoi il vieillit, ni comment. Mais quand, quelques fois, ça oui. Il suffit parfois de lire, ou de relire... et de se souvenir. C'est alors que la mémoire bat la chamade et hisse son drapeau blanc.

Ceux qui avaient vingt ans en 56 ou en 58 se souviennent-ils de ces années-là ? Michel Winock s'en souvient, en tous cas, lui. Non d'ailleurs sans y avoir été en quelque sorte contraint, obligé. Qui ne s'aperçoit en effet un jour, à la dérive d'on ne sait quelle conversation — au lycée, à table, au bistrot d'à côté, ailleurs —, qu'il porte en lui son propre musée Grévin, sur sa poitrine des médailles à l'effigie d'un autre âge, sur sa tête le calot de quelque bataille perdue et splendide ? *« L'idée de ce petit livre m'est venue en constatant que mon système de références n'était pas celui de mes étudiants. Ce que je supposais connu de tous ne l'était en fait que des gens de mon âge. Je me suis donc appliqué à retrouver un peu de mes vingt ans pour en faire mieux sentir le contexte. »* D'où *La République se meurt*. Celle

qui achève sa course folle un certain 13 mai 58.

Michel Winock est historien : ça se voit ; polémiste : ça se sent ; de surcroît ces années lui appartiennent, comme à bien d'autres ; mais il leur donne ce relief que la passion inspire à l'historien quand il troque le ton de la docte compilation pour la plume au vitriol.

En 1956 la République était peut-être républicaine mais elle n'avait plus d'âme. Le président du Conseil d'alors s'appelait Guy Mollet. Il succédait à Pierre Mendès-France après qu'Edgar Faure eut un moment occupé le devant de la scène. Le petit prof d'anglais d'Arras paraissait à l'Hôtel Matignon, la clope au bec. La France, elle, était coupée en deux, littéralement « déchirée », constate Winock. C'est qu'on vivait la grande mue des années cinquante. D'un côté la France profonde, celle des bistrotiers, la France pavillonnaire, de « Pujadolf » ; de l'autre la France rive gauche, partisane du *birth-control* et du tout-électrique.

Et avec ça la guerre d'Algérie, Port Saïd, les blindés de Budapest, la droite hystérique et la gauche vautrée dans le lit de la collaboration de classe. A des degrés divers, nous avons vécu tout cela. Il y a vingt ans. Déjà. ■



Guy Gilbert : dans une drôle de paroisse.

Un prêtre chez les loubards

- Guy Gilbert, *Un prêtre chez les loubards*, Paris, éd. Stock, 1978.

Au 46, rue Riquet, dans le 19^e arrondissement de Paris, il y a un drôle de type. Un curé pas comme les autres. Un curé pour loubards. Et qui s'en vante. Qui écrit même un livre, et qui se vend bien : 45 000 exemplaires déjà. Il faut dire que le père Gilbert exerce son ministère dans une drôle de pa-

roisse. Au bord du canal de l'Ourcq, Paris n'est plus ce qu'il était. La population non plus. Bulldozers et machines à fabriquer du béton chassent peu à peu de très vieux locataires.

C'est là, au milieu d'une population disparate — dont la convivialité n'est pas très exemplaire —, entre Crimée, Riquet et Flandre, que le très officiellement membre du Conseil pastoral de Paris, assistant du cardinal Marty... assiste les loubards du quartier. Pas facile. Eux, ils ont « la défonce au cul », la mère ou le père à l'hosto. Lui, il a de l'amour à revendre. Ça suffit pour y croire. Le père Gilbert y croit. Les gosses aussi. ■

Le show Achille Talon

● Achille Talon et le grain de la folie et l'A.B.C. de la B.D., éd. Dargaud (12, rue Blaise-Pascal, B.P. 155, 92201 - Neuilly-sur-Seine), 50 p., 18 F et 90 p., 9,90 F.

Achille Talon a un gros nez, une bedaine conséquente et un langage pour le moins ampoulé. Ça ne l'a pas empêché de devenir un héros national, en l'espace de quelque vingt albums, aux éditions Dargaud. Son créateur, Greg, a de quoi se réjouir : Achille Talon marche sur les traces d'Astérix.

Depuis ses débuts en 1952, Greg a signé plus de 25 000 pages de bandes dessinées. Un record. Ça ne l'empêche

pas de continuer à nous donner des albums remarquables : le tout dernier paru, *Achille Talon et le grain de la folie*, outre un bon paquet de gags, est une virulente satire de l'armée. Une raison de plus de faire traîner cet album entre les mains des petits enfants qui apprendront là que les militaires sont on ne peut plus racistes, qu'ils sont crétins et inefficaces, et qu'ils jouissent de jouer à la guerre. C'est le cadeau que fait Greg à notre Bigeard national pour le féliciter de son secrétariat d'Etat dans le « nouveau » gouvernement.

Dargaud réédite en même temps, dans sa série de poche 16/22, *l'ABC de la BD* du même Achille Talon. Greg s'amuse à montrer les tics de la bande dessinée, et c'est pas triste. Un guide indispensable aux apprentis dessinateurs. ■

L'anti-manuel

● Claude Duneton et Jean-Pierre Pagliano, *Anti-manuel de français*, Paris, éd. du Seuil, 1978, 301 pages, 39 F.

« Une photo, on peut lui faire dire ce qu'on veut ! Un texte, un film, un discours, c'est la même chose — il suffit d'en découper un petit morceau, de le mettre à part, bien proprement, sur une jolie page. L'extrait prend tout de suite une coloration différen-

te, quelquefois un sens totalement différent ! Tout dépend de l'endroit où on le coupe. Tout dépend de celui qui tient la colle et les ciseaux ». Un truisme, dira-t-on. Voire. Mais il vaut la peine qu'on s'y attache. Ne fut-ce que pour en vérifier, expérimentalement, la solidité. C'est ce qu'ont fait Duneton et Pagliano. Chacun sait que tout notre enseignement vit sous le règne des « morceaux choisis ». Le meilleur exemple étant le *Lagarde et Michard*, véritable bible de l'enseignement du second degré. Ce manuel, conçu par deux honorables inspecteurs généraux à la Libération, est devenu, en l'espace d'une trentaine d'années, une valeur refuge ; en tout cas ce derrière quoi se réfugie le ron-ron médiocre d'une pédagogie qui ne veut pas dire son nom.

Le livre que viennent de publier les éditions du Seuil n'a pas pour ambition de se substituer aux sacro-saints évangiles selon Lagarde et Michard. Il s'adresse au contraire à ceux — enfants en bas âge, adolescents et parents — qui, lassés des mythes et des chausse-trappes des manuels officiels, des commentaires incantatoires et des gloses puérides veulent autre chose. Quoi au juste ? Là réside peut-être l'intérêt de l'entreprise de nos deux auteurs. Œuvre de parti-pris — la « neutralité » est un leurre — le « manuel » de Duneton et Pagliano entend décapoter les esprits, les décoloniser. Bref brouiller les pistes. Il y parvient remarquablement. A chacun de lui trouver des prolongements. ■

VIENT DE PARAITRE

aux éditions SYROS

dans la collection

MEMOIRE DES FEMMES

La collection MEMOIRE DES FEMMES se propose d'éditer ou de rééditer des textes féministes (livres, brochures, recueils). Textes peu ou mal connus, ou textes célèbres mais introuvables. Ils seront accompagnés de présentations, de commentaires et de notes qui permettront de les situer dans une histoire trop oubliée : celle que les femmes d'aujourd'hui ont besoin de connaître pour retrouver les liens avec un passé ignoré par l'histoire au masculin. Textes qui éclairent les luttes présentes en permettant d'entrevoir les quelques progrès et les singuliers piétinements de nos chemine-ments à toutes.

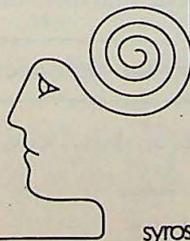
Hélène Brion était institutrice, secrétaire nationale de la Fédération nationale des instituteurs, membre de la C.G.T. où elle exerçait des responsabilités importantes, membre du P.S. En 1917, elle comparait devant un Conseil de guerre pour « propagande défaitiste » et, à peu près au même moment, elle écrit la brochure que nous rééditons ici. Avec passion, elle critique, chez ses camarades

masculins syndicalistes et socialistes, l'incapacité à intégrer, dans leurs perspectives politiques, les objectifs de la lutte des femmes. Elle affirme l'existence d'une « voie féministe » pour la transformation radicale des rapports sociaux et lance un appel aux militants « les plus avancés » de son temps pour qu'ils en tiennent compte. Plus de 60 ans après, cet appel ne paraît pas dépassé...

Mémoire des Femmes

HÉLÈNE BRION La voie féministe

Préface, notes et commentaires
HUGUETTE BOUCHARDEAU



SYROS

BON DE COMMANDE

LA VOIE FEMINISTE

DESTINATAIRE

NOM

ADRESSE

Nombre	Prix unitaire	Port	Total
1	18,00	3,50	21,50
5	16,50	7,20	89,70
10	15,50	10,40	165,40
20	14,50	13,40	303,40

Paiement à l'ordre des Editions Syros - 9, rue Borromée, 75015 Paris (C.C.P. 19706 28 Paris).

Festival de Cannes : Rencontres d'un type indéfini

Tchékhov coton, morale sentimentalo-friponne, passion totale, violence à l'anglaise et femme qui demande qu'il se tire.

De notre envoyée spéciale

Entre trois sourires faussement cool de Romy Schneider et deux vifs saluts de Michel Piccoli, le festival de Cannes a soufflé la lumière de ses trente et une bougies.

Les Soviétiques ont — si l'on ose dire — ouvert le feu avec *Un accident de chasse* réalisé par Emil Lotianou à partir d'une nouvelle de Tchekhov. L'inspiration fait parfois des ravages : on lit, on aime, on recopie platement sans oublier une virgule et ça donne un produit totalement aseptisé, sans couleur ni saveur. Emil Lotianou, dont la caméra aurait parfois voulu faire du Paradjanov, s'est endormi dans l'esthétisme le plus cotonneux, propulsant la fameuse petite musique tchékhovienne dans les bras de Morphée.

Les gros sabots

L'Italie, elle, donnait dans le souffle des fresques, offrant un portrait de la vie paysanne à la fin du siècle dernier. Avec *l'Arbre aux sabots*, Ermanno Olmi a filmé au rythme des saisons le lent travail des champs et des métayers. Le propriétaire est loin ; on en parle mais on le voit peu, et les idées révolutionnaires n'ont pas encore germé dans les esprits. Sans didactisme aucun, Olmi raconte. On écoute son récit, inspiré des souvenirs de sa grand-mère ; on admire sa façon de filmer les visages ; mais était-il vraiment nécessaire d'étendre cette chronique de la paysannerie bergamasque sur trois heures de projection ? Même les belles images peuvent finir par lasser.

La lassitude s'est d'ailleurs emparée du critique cannois car les déceptions se sont multipliées. Déception majeure : la Hongrie, qui présentait *Une nuit très morale* de Karoly Makk : une niaiserie sentimentalo-friponne sur une maison close du XIX^e siècle où se fait héberger un jeune étudiant. Pour cacher à la maman du petit polisson que ce dernier se fait chouchouter dans un claque, ces dames s'habillent

bon genre et refoulent leurs clients, jouant aux « ladies » le temps d'une visite inopportune. Papotages chichiteux : les prostituées dorlotent leur chérubin sans prendre conscience de leur exploitation ; certaines vont jusqu'à jouer les petites fleurs des champs attendant le papillon de grand amour. Lamentable !

Les Japonais, eux, ont en matière d'érotisme une valeur sûre : Nagisa Oshima. Il fait scandale avec le très bel *Empire des sens*. Il récidive aujourd'hui à coups d'*Empire de la Passion* : deux amants tuent le mari gênant pour pouvoir vivre leur amour ; mais le fantôme de l'assassiné les entraîne vers la mort. Beaucoup moins fort que le précédent film, ce huit-clos de la passion totale, qui exclut



Bruno Ganz et Edith Clever dans « La femme gauchère » de Peter Handke : une femme demande un jour à son mari de la quitter.

toute présence extérieure au couple, verse dans un esthétisme bassinant. Ce nouvel « Empire » ne dépasse pas le stade d'un fait divers japonais dont la violence peut, parfois, faire sourire.

Parker défoncé

La violence anglaise, elle, a de quoi faire peur. Avec *Midnight Express*, Alan Parker nous la jette au visage. Sujet ? Un jeune passeur de drogue est arrêté en Turquie et condamné à la réclusion perpétuelle. Sources ? Un

récit authentique. But du film ? Dénoncer les conditions de vie des prisonniers — droits communs et autres — dans toutes les prisons du monde. Intention généreuse s'il en est et qui serait à saluer si Alan Parker n'avait pas plongé dans un manichéisme fascinant. Car voici son discours : si le gouvernement turc est pourri, toute la nation turque l'est également. Du coup, on ne dresse plus un procès contre un gouvernement policier, on accuse une nation, un peuple, une race. Cinéaste, faites votre autocritique avant de massacrer les Turcs !

L'autocritique, c'est justement ce qui passionne en ce moment la R.F.A. C'est, du moins, la ligne de force du film de Hans Noever, *La femme d'en face*, qui ouvrait la « semaine de la critique ». A travers la jalousie morbide d'un homme qui quitte sa femme pour la surveiller depuis l'immeuble d'en face, c'est tout un portrait terrifiant d'une société mécanisée et figée dans un ordre glacial qui nous est donné à voir. Malheureusement inabouti et maladroit, ce film n'est que l'ébauche de ce qu'il aurait pu être : la dénonciation, à travers le visage de monsieur Tout-le-monde, de la permanence du fascisme.

Heureusement, « La femme gauchère »

Heureusement, le romancier autrichien Peter Handke présentait : *La femme gauchère*. Une femme demande un jour à son mari de la quitter. Sé-

parée de lui, elle essaie de réapprendre à vivre. Elle réapprend le contact avec les objets les plus simples ; elle réapprend les rapports avec son enfant — rapports qui peuvent aller jusqu'à la violence. Elle cherche à tâtonner une autre lecture d'elle-même. Elle n'arrivera peut-être pas, tant la force des schémas sociaux qu'elle a dû subir ont fait d'elle une handicapée perpétuelle ; une *femme gauchère*, qui aura à écrire de la main droite. Et elle est merveilleusement interprétée par Edith Clever.

Fabian GASTELLIER

La coupe est pleine

Comment "Question de temps" a pris au piège les amateurs de foot de la chaîne. Comment la "chasse aux Blancs" a servi de fil conducteur à toute l'info de la semaine. Pourquoi Anne Gaillard nous quitte...

Tout de suite, les bons points. D'abord à *Question de temps* (mercredi 17 mai, A2), un très bon éclairage sur le sport de masse, tel qu'on le suit par télé ou joueurs interposés : « *Foot et société* ». On pouvait s'attendre au pire, surtout à *Antenne 2*, dévouée corps et âme au foot, le plus damné de tous étant le journaliste Thierry Rolland : celui qui avait injurié l'arbitre anglais, lors d'un France-Yougoslavie, le traitant de « *salaud* » à l'antenne...

Eh bien, c'était le mieux. Avec deux grosses enquêtes bien ficelées : le foot en Hongrie, le foot en Argentine. Et — surprise ! — un décor social et politique bien présent : le sport — ferment de fête et d'unité nationale en Hongrie, où l'on hume les signes d'un printemps discret, d'un socialisme du sourire ; le sport-soupe pour sortir un brin d'un fascisme de la pauvreté en Argentine, où les tribunes « *jadis merveilleuses, sont devenues tristes et tendues* », affirme un avocat de là-bas.

Jamais sans doute les téléspectateurs français, attirés par l'odeur fauve du stade, n'avaient reçu dans les yeux autant de politique à la fois, le tout si accroché à leur sport favori que beaucoup n'ont pu quitter l'écran, quelles qu'aient été les tentations. Merci à Louis Bériot et — une fois n'est pas coutume — à Jean-Pierre Elkabbach, si du moins il a une responsabilité dans tout ça. Va-t-on devenir un peu adulte, chez les « *supporters* » de la balle au pied, et découvrir peu à peu — Argentine oblige — que rien n'est neutre et simple, pas même le jeu. Surtout pas le jeu.

On en a appris de belles à propos de la coupe en Argentine. Par exemple, que l'Union soviétique oppose son veto aux Nations Unies ces temps-ci, chaque fois qu'une motion sur les « *droits de l'homme* » est introduite par l'un ou l'autre délégué contre l'Argentine. Enorme, mais serait bien dans la ligne de toutes sortes de comportements en honneur à Moscou ces temps-ci. Ou encore, que les matchs de la coupe se dérouleront à quelques centaines de mètres de la sinistre école de mécanique de la marine, un des principaux

centres de torture des militants de gauche. Ou enfin, qu'un membre du B.P. du P.C. argentin soit à ce point soucieux de rompre l'isolement de la gauche qu'il ne cesse de parler des velléités « *d'ouverture* » du général Videla, le chef de la junte — distinguant soigneusement entre cette tendance modérée et celle d'officiers plus résolument fascistes...

Le plus extraordinaire : l'église bénissant les « *commandos* » argentins, qui fêtent un anniversaire ; et les « *simulations* » d'attentats de l'armée argentine, aux alentours des installations sportives, pour « *habituer la population* ». Le tout sur fond d'un « *quarteto Cedron* » qui hurlait à la mort et suait la violence contenue.

Nos petits chefs du foot — Hidalgo, Platini, etc. — étaient tout contrits et ennuyés par tant de « *réalisme* ». Ils n'avaient de cesse que, dans cette émission, on « *revienne au sport* », comme ils disaient. Bien sûr, a reconnu finalement le vice-président de la Fédération française de foot, il y a « *des événements regrettables* » en Argentine. Mais qu'y peut-il ? Nos sportifs, cherchant à s'évader de ce débat qui semblait les dépasser, avaient l'air de grands enfants un peu prolongés, et tout à fait ignorants du monde.

Pour le reste, la semaine a été ce que Giscard et les rebelles du Shaba ont voulu qu'elle soit. Avant que la moindre nouvelle concrète ne remonte du Zaïre, tous nos journaliers ont entamé le couplet de la « *chasse aux Blancs* », de la « *nécessaire intervention* », de la « *magnifique Légion étrangère* ». Personne n'a songé à expliquer sur *TF1, Ant. 2 ou FR 3*, que le régime du général Mobutu est pourri et corrompu, et que la France se déconsidère à entreprendre à nouveau, comme l'an dernier, de sauver ce général à la manque du désastre. Aucun reportage non plus sur les richesses du Shaba, l'étendue des intérêts belges et français dans cette région, le pourquoi de la présence d'Européens en si grand nombre, restés là-bas malgré les événements de l'année dernière.

Adieu enfin à Anne Gaillard, la giscardienne qui a voulu nettoyer les écuries de la « *pub* » mensongère. Sa contestation restait dans le système, c'est sûr ; son ton irritait, d'accord. Ils ont quand même eu sa peau.

« *Ils* », les responsables des corporations professionnelles, les grugeurs de consommateurs, les vendeurs de vide et d'illusion. Durant les dernières émissions, des auditrices apportant en direct, par téléphone, leur témoignage sur la turpitude du jour, pleuraient à l'antenne : « *Merci pour vos émissions, Anne Gaillard. Moi aussi, j'arrêterai d'écouter France-Inter quand vous n'y serez plus.* » Il faut que Mme Baudrier trouve d'urgence un truc pour remplacer la terrible femme qui secouait si bien, depuis quatre ans, les fins de matinée de *France-Inter*.

Philippe MARIELIE ■

MTS COIÉS

Problème n° 62

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I										
II										
III										
IV										
V										
VI										
VII										
VIII										
IX										
X										

Horizontalement

I. Toujours bien vivant en URSS, en Chine et ailleurs... - II. Encore elle, la vache ! Avait les Germains à l'œil. Epelé : prénom. - III. Plutôt hésitants. - IV. Pas tous pourris. Dans les vieux pots. - V. Souvent débordé. Pas encore blanchi. - VI. Un objectif que d'aucuns semblent abandonner. Un film qui a « *dérangé* » quelques ganaches étoilées. - VII. Fait la biche. Même vieux, il va à la soupe. - VIII. C'est un monstre, et il vomit ! - IX. Dans le vent. Case la croûte. - X. En mettent plein la vue.

Verticalement

1. Une branche sciée par Barre. - 2. Ce n'est pas rien ! C'est rien ! - 3. Casse tout sur un coup de tête. - 4. Du temps pour vivre. Fréquente beaucoup de cocktails. - 5. Une parole désordonnée. Son cours est surveillé dans la botte. - 6. Rejetas. Envoya TS par exemple. - 7. Précède une citation. - 8. Un roi de légende. Pieu. - 9. Un sigle féministe (?). Un pronom féminin. - Pas forcément digérées. ■

Solution du n° 61

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	C	H	A	L	L	E	N	G	E	R
II	O	A	S	I	S	O	R	G	E	
III	N	I	S		T	R	A	N		
IV	J	E	A	N	N	E	D	A	R	C
V	E	S	S	A		C	L	E	O	
VI	C		S	A	P	H	O		N	
VII	T	O			P	O	R	T	A	T
VIII	U	N		E		E		I	R	
IX	R	U	A		R	E	G	L	E	
X	E	N	T	R	A	I	N	E	E	S

FÊTE DU PSU

10 et 11 JUIN
LA COURNEUVE PARIS

AU PROGRAMME

AGIT - ANACHRONIC JAZZ BAND - Mama BEA - Guy BEDOS - Michèle BERNARD - Alain BERT - Jacques BERTIN - CASTELHEMIS - CHOBO - DJURDJURA - Théâtre EMPORTE - ETRON FOU - FONT et VAL - Les GRANDS BALLETS D'AFRIQUE NOIRE - Michel HINDENOCH - François JEANNEAU - KARAXU - Bill KEITH - France LEA - Théâtre du LEVANT - Cie Bernard LUBAT - Jean-Yves LULEY - Chris Mc GREGOR - MAHJUN - MALICORNE - Les MARINGOUINS - Roger MASON et les TOURISTES - Ada et Oscar MATUS - Alain MEILLAND et Popaul CASTANIER - Higinio MENA - NARADA - Claude NOUGARO - Groupe Hector PAVEZ - Michel RIPOCHE - Le PUIITS AUX IMAGES - RITACALFOUL - SETHACLOS - SHULAMITH - Jean SOMMER - STRYCHNINE - Henri TEXIER - TIEMPO ARGENTINO - Marcos VELASQUEZ - René WERNEER - Daniel VIGLIETTI - Franck WRIGHT et le trio ARVANITAS - Théâtre YES TENEMOS BANANAS - Philippe CHAINIER - Guery BURTIN - Martine DRANGY - TOCABIOL - THEOPHILE - Pierre DIEGHI.



DANIEL-ADRIEN ROL : LA TERRE ET L'ESPERANCE

Daniel-Adrien Rol habite une maison perdue en plein cœur de la forêt de Ménetou-Salon, dans le Berry. Ses chansons sont tout imprégnées de senteurs des bois, comme elles sont peuplées des membres de sa famille nombreuse : chiens, chouettes, crapauds, souris...

Il chante depuis 1968, en s'accompagnant à la guitare. Il a fait aussi paraître quelques recueils de poèmes, et même une pièce de théâtre... Les rythmes de ses mélodies, la respiration de sa poésie sont ceux-mêmes de la vie qu'il s'est choisie, ceux de la terre et des saisons. Et son écriture, avec le temps, se fait de plus en plus accessible et déliée :

« Oh gens, venus du fond de nos campagnes, avec l'espérance trahie des lumières de la ville, vous avez laissé là vos champs, vos prés et les sillons fraîchement retournés. Un soir de lassitude où les odeurs fortes de la terre et d'humus se feront plus pressantes, vous reviendrez chez nous... »

FRANÇOIS JEANNEAU : « TECHNIQUES DOUCES »

François Jeanneau avait pratiquement abandonné le jazz en 1966. Il y est revenu quelque dix ans plus tard ; pour notre plus grand plaisir. Ils sont rares en effet les saxophonistes français chez qui lyrisme et maîtrise de l'instrument font aussi bon ménage. Sa musique, son « climat », ses sonorités sont assez bien évoqués dans le titre qu'il a donné à son dernier album : « Techniques douces »...

Dans sa première époque, il a joué avec des personnalités aussi différentes que Mezz Mezzrow, Percy Heth, Bud Powell, Lee Morgan... Depuis son retour, François Jeanneau se produit dans de nombreux festivals : Angoulême, Nîmes, Châteauvallon, Laaren, Zurich, Bergame, Antibes... Ses comparses : Michel Graillier, Jean-François Jenny-Clark, Aldo Romano, Daniel Humair, Henri Texier.



ERRATUM :

Dans notre dernier numéro, page 24, deux photos ont été interverties : celle d'Henri Texier et celle d'Oscar et Ada Matus, nos lecteurs auront rectifié d'eux-mêmes...



MARCOS VELASQUEZ : LA GUITARE ET L'EXIL

C'est un enfant de Montevideo, capitale de l'Uruguay, et, pendant des années, il a approfondi la musique et la poésie de son peuple. Et puis, sa recherche et ses convictions politiques l'ont amené ailleurs, sans renier pour autant ses racines, vers d'autres pays et d'autres chants. A Cuba, au Pérou, au Chili... Depuis le putsch sanglant de Pinochet, il est réfugié en France.

Il suffit d'une guitare, à Marcos Velasquez, pour donner vie par dessus les frontières au chant profond de l'Amérique latine d'hier et d'aujourd'hui. Avec gravité, avec, aussi, humour et joliesse.



MAHJUN : « THE HAPPY FRENCH BAND »

Mahjun, né au début des années 1970, est un de ces groupes français qui, refusant de calquer le rock anglo-saxon, ont su trouver leur propre manière de jouer de la musique populaire. Certains membres de la formation s'en sont allés, d'autres sont arrivés. Mais les pères fondateurs : Jean-Louis Lefebvre (compositeur, chanteur, violoniste) et Jean-Pierre Arnoux, dit « Pépé » (parolier et percussionniste), restent fidèles au poste : on ne s'en plaint pas.

Les musiques de Mahjun empruntent aux genres les plus divers : jazz, disco, bourrée, tango, « classique »... Chacune de ses prestations est un collage intelligent, sarcastique, soutenu par une rythmique solide et illustré par des textes mi-engagés, mi-surréalistes, et toujours marrants.

« Waôôh ! Ça être bon français humour, n'est-il pas ? » La presse anglaise apprécie beaucoup ; elle a surnommé le Mahjun « the happy french band ». C'est aussi le nom de son dernier disque.